



Communiqué de presse

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2010

Toronto, Ontario – le 27 mai 2010 – La **Banque CIBC** (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé un bénéfice net de 660 M\$ pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2010, en comparaison d'une perte nette de 51 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,59 \$, comparativement à une perte par action de 0,24 \$ il y a un an. Le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) s'est établi à 1,61 \$¹, contre une perte diluée par action (comptabilité de caisse) de 0,21 \$¹ il y a un an.

Le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres de la Banque CIBC se sont inscrits respectivement à 13,7 % et 18,8 % au 30 avril 2010, et le coefficient d'efficacité a été de 57,5 % pour le trimestre.

Les résultats pour le deuxième trimestre de 2010 ont été influencés par les éléments suivants qui, regroupés, ont donné lieu à une incidence positive représentant 0,15 \$ par action :

- € un gain de 58 M\$ (40 M\$ après impôts, ou 0,11 \$ par action) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation; et
- € une reprise de frais d'intérêts de 30 M\$ (17 M\$ après impôts, ou 0,04 \$ par action) liée au règlement favorable de vérifications fiscales relatives à des exercices antérieurs.

Le bénéfice net du trimestre précédent a été de 652 M\$, contre un bénéfice net de 660 M\$ pour le deuxième trimestre. Le bénéfice dilué par action et le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) du deuxième trimestre de 2010 se comparaient au bénéfice dilué par action de 1,58 \$ et au bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) de 1,60 \$¹ du trimestre précédent, qui englobaient des éléments d'importance qui, regroupés, ont eu une incidence négative de 0,05 \$ par action sur les résultats.

Rendement de nos activités essentielles

Marchés de détail CIBC a affiché un bénéfice net de 487 M\$. Le total des revenus, de 2,3 G\$, a progressé de 5 % par rapport au deuxième trimestre de 2009. Les revenus de Services bancaires personnels, de 1,5 G\$, ont grimpé de 11 % en regard du deuxième trimestre de 2009; les revenus de Services bancaires aux entreprises, de 324 M\$, ont monté de 8 % et les revenus de Gestion des avoirs, de 345 M\$, ont augmenté de 16 %.

La qualité du crédit a continué de s'améliorer au cours du deuxième trimestre. La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé, pour passer de 365 M\$ au trimestre précédent à 334 M\$, le niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre de 2009. Ce recul découlait essentiellement de la diminution des faillites et des radiations dans les portefeuilles de cartes.

« Nos activités essentielles sur les marchés de détail canadiens ont affiché une bonne performance pendant le trimestre et ont enregistré la plus forte croissance des revenus des

dix derniers trimestres, déclare Gerry McCaughey, président et chef de la direction de la Banque CIBC. Nos résultats pour le trimestre illustrent les progrès que nous faisons pour devenir la principale institution financière d'un plus grand nombre de nos 11 millions de clients, en offrant des conseils, un meilleur accès et un plus grand choix. »

En appui à notre stratégie axée sur les clients :

- € Nous avons acquis la participation résiduelle dans Crédit aux entreprises CIT Canada et détenons maintenant la propriété exclusive de cette société, dont le nom a été modifié pour CIBC Asset-Based Lending Inc. Cette opération correspond très bien à la stratégie de la Banque CIBC, puisqu'elle contribuera à l'atteinte de notre objectif qui consiste à accroître nos activités de services bancaires aux entreprises au Canada et à améliorer notre position dans cet important secteur d'activité.
- € Après avoir été la première grande banque au Canada à lancer une application de services bancaires mobiles pour iPhone, nous avons affirmé notre leadership du marché en rehaussant notre offre de services bancaires mobiles pour y inclure les BlackBerry et autres téléphones intelligents.
- € Nous avons ouvert, déménagé ou agrandi 10 autres centres bancaires et avons annoncé l'emplacement des 20 centres bancaires supplémentaires qui seront ouverts à l'échelle du pays, dans le cadre de notre engagement à offrir à nos clients un meilleur accès et un plus grand choix.
- € Nous avons donné le coup d'envoi d'une nouvelle campagne publicitaire qui encourage les Canadiens à opter pour un TRANSFERT à la CIBC, en proposant aux nouveaux clients et aux clients existants des raisons convaincantes et des incitatifs efficaces pour qu'ils optent pour un transfert de leur prêt hypothécaire, de leurs marges de crédit et de leurs comptes d'opérations bancaires d'entreprise et courantes à la CIBC.
- € Nous nous sommes réjouis du fait que plus de deux millions de Questionnaires d'évaluation de santé financière ont été remplis, qui aident nos clients à mieux se préparer pour l'avenir et à atteindre leurs objectifs financiers.

Les *services bancaires de gros CIBC* ont inscrit un bénéfice net de 189 M\$ au deuxième trimestre. Le total des revenus de 548 M\$ était en baisse par rapport au total de 613 M\$ du trimestre précédent, ce qui s'explique surtout par la diminution des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement.

La qualité du crédit du portefeuille de crédit sur stocks de la Banque CIBC a été excellente. La dotation à la provision pour pertes sur créances a légèrement progressé, pour passer de 24 M\$ au trimestre précédent à 27 M\$.

Les services bancaires de gros continuent de réaliser des progrès en regard de leur stratégie axée sur les clients. Plusieurs réalisations notables du deuxième trimestre témoignent de ces progrès :

- € Nous avons agi à titre de coordonnateur chef de file d'un placement d'obligations de cinq ans, d'un capital de 6 G\$, pour le compte de Fiducie du Canada pour l'habitation n° 1. La Banque CIBC a fourni des conseils sur le calendrier, la structure, le marketing et l'exécution de l'opération.
- € Nous avons agi à titre de co-mandataire principal et de co-responsable des registres pour un placement de billets de premier rang d'un capital de 700 M\$ pour le compte de

Husky Energy Inc. Il s'agit du premier placement de billets de première qualité libellés en dollars canadiens du secteur du pétrole et du gaz depuis deux ans.

- € Nous avons agi à titre de co-responsable des registres d'un placement secondaire par prise ferme de 287 M\$ pour Dollarama Inc. C'est le deuxième placement secondaire réalisé depuis le PAPE de Dollarama en octobre 2009. Nous avons également été nommés co-syndicataire chef de file d'une facilité de crédit de 600 M\$ qui est actuellement disponible.
- € Nous avons été désignés à titre d'unique responsable des registres et de co-syndicataire chef de file d'un placement d'obligations à rendement élevé d'un capital de 225 M\$ pour le compte de North American Energy Partners Inc. Ce placement est le plus important placement à rendement élevé libellé en dollars canadiens et assorti d'une cote de B depuis le début de l'exercice.
- € Nous avons été responsables ou co-responsables de nombreuses opérations de crédit de prestige effectuées dans le cadre des services financiers aux entreprises que nous offrons, notamment pour le compte de PennWest, de Pueblo Viejo, de Harvest Energy, de Northland Power, de Canexus, de Hydro One et d'IAMGOLD.

« La stratégie axée sur les clients que nous adoptons pour les services bancaires de gros s'est traduite par six trimestres d'affilée de performance soutenue et à risque contrôlé, mentionne M. McCaughey. En dépit de la conjoncture sectorielle encore incertaine, nos activités essentielles de gros sont en bonne position pour continuer de croître dans l'avenir. »

Progrès de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation

Au cours du trimestre, la CIBC a effectué plusieurs opérations qui ont diminué considérablement le risque futur de pertes et de volatilité de notre portefeuille d'activités de crédit structuré en voie de liquidation.

- € Nous avons vendu des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) classés comme prêts, d'un montant nominal de référence de 891 M\$ (877 M\$ US) et d'une valeur comptable de 839 M\$ (826 M\$ US), et résilié des contrats de couverture connexes de 1,6 G\$ (1,6 G\$ US) souscrits auprès de garants financiers.
- € Nous avons vendu des titres adossés à des prêts avec flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies classés comme prêts, d'un montant nominal de référence de 243 M\$ (240 M\$ US) et d'une valeur comptable de 79 M\$ (78 M\$ US), et résilié des contrats de couverture connexes de 244 M\$ (240 M\$ US) souscrits auprès d'un garant financier.
- € Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit souscrits non appariés d'un montant de 1,9 G\$ (1,9 G\$ US) comportant des positions dans des titres de créance d'entreprise.
- € Nous avons résilié des contrats de couverture d'un montant de 345 M\$ (339 M\$ US) souscrits auprès de deux garants financiers.
- € Nous avons partiellement mis fin à une opération de financement de TAP flux groupés.
- € L'amortissement normal a réduit de 146 M\$ (144 M\$ US) le montant nominal de référence de nos dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Les diminutions de risque réalisées par la CIBC au cours du trimestre correspondent à sa stratégie de profiter de la conjoncture et de possibilités du marché favorables, lorsque le risque est acceptable par rapport au rendement sur le plan économique, afin de continuer de réduire la taille de son portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation.

Au 30 avril 2010, la juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, de la protection souscrite auprès de contreparties qui sont des garants financiers s'est établie à 1,2 G\$ (1,1 G\$ US), soit une diminution par rapport à 1,3 G\$ (1,2 G\$ US) au 31 janvier 2010. D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de celui des garants financiers.

« En résumé, les activités essentielles de la Banque CIBC ont fait bonne figure pendant le trimestre, poursuit M. McCaughey. Nos activités de détail ont affiché la plus forte croissance des revenus depuis plus de deux ans, la qualité du crédit a continué de s'améliorer dans le contexte de la reprise économique au Canada, et nous avons réduit le risque lié à notre portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation. Nos fonds propres sont également demeurés solides. »

La Banque CIBC et ses collectivités

En plus de générer un rendement solide pour ses actionnaires, la Banque CIBC appuie des causes qui comptent dans la vie de ses clients et de ses employés ainsi que pour les collectivités où elle exerce ses activités. Au cours du trimestre, la CIBC a continué d'appuyer des investissements communautaires importants, a obtenu des reconnaissances sectorielles et a annoncé qu'elle agirait à titre de commanditaire d'un nouveau projet :

- € La Banque CIBC a été, pour la 17^e année, le commanditaire principal de la remise annuelle des Prix nationaux d'excellence décernés aux Autochtones, qui a eu lieu le 26 mars 2010 à Regina, et qui vise à encourager l'excellence au sein de la communauté autochtone par la reconnaissance de carrières exceptionnelles de membres des Premières Nations, d'Inuits et de Métis œuvrant dans un large éventail de domaines.
- € La Banque CIBC est le fier commanditaire, pour la cinquième année, des prix Eva's Initiatives pour l'innovation, qui récompensent trois organismes communautaires du Canada qui sont des modèles de soutien intégré visant à aider les jeunes sans abri à devenir autonomes.
- € La Banque CIBC a renouvelé son appui au Fonds du miracle CIBC, en partenariat avec la Children's Aid Foundation, en faisant un don de 500 000 \$. Depuis plus d'une décennie, le Fonds du miracle CIBC permet aux enfants dans le besoin de participer à des activités récréatives, éducatives et culturelles qui améliorent leur qualité de vie et les aident à développer l'estime de soi.
- € La Banque CIBC a été reconnue pour une troisième année d'affilée comme l'un des meilleurs employeurs de néo-Canadiens. Ce prix est décerné aux employeurs partout au Canada qui sont des chefs de file en matière de création d'un milieu de travail qui accueille les nouveaux arrivants et leur permet de mettre en valeur leurs compétences, leur formation et leurs talents.
- € La Banque CIBC a remporté le prix du succès durable de 2009 décerné par le Conseil canadien sur la commandite, qui récompense la Banque CIBC et la Fondation canadienne du cancer du sein pour leurs programmes de marketing de la commandite, faisant état des niveaux élevés de responsabilité, d'efficacité et de rendement des investissements constatés sur une période de trois ans ou plus.

€ La Banque CIBC a annoncé son partenariat avec les chaînes CBC, Radio-Canada et Telemundo à titre de commanditaire exclusif en ce qui a trait aux services financiers de la diffusion des matchs de la Coupe du Monde de la FIFA 2010 au Canada. La Coupe du Monde de la FIFA 2010, qui se tiendra du 11 juin au 11 juillet 2010 en Afrique du Sud, sera l'un des événements sportifs les plus importants au monde.

¹ Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC pour leur attestation du rapport financier du deuxième trimestre et des procédures et contrôles. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du deuxième trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés inclus dans le présent rapport et notre Reddition de comptes annuelle 2009. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 26 mai 2010. D'autres renseignements concernant la Banque CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 179 à 181 de notre Reddition de comptes annuelle 2009.

Table des matières

5	Modifications à la présentation de l'information financière	12	Mesures non conformes aux PCGR	29	Situation financière
		12	Répartition entre les secteurs d'activité	29	Revue du bilan consolidé
6	Points saillants financiers du deuxième trimestre	13	Activités en voie de liquidation et autres activités choisies	30	Sources de financement
				30	Activités importantes de gestion du capital
7	Vue d'ensemble	13	Activités en voie de liquidation	32	Gestion du risque
7	Résultats financiers			32	Vue d'ensemble
9	Événements importants	21	Autres activités choisies	32	Risque de crédit
10	Perspectives	23	Vue d'ensemble des secteurs d'activité	34	Risque de marché
11	Revue de l'information financière trimestrielle	23	Marchés de détail CIBC	36	Risque d'illiquidité
		25	Services bancaires de gros	37	Autres risques
		27	Siège social et autres	38	Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Rendement de nos activités essentielles », « Progrès de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation », « Vue d'ensemble – Impôts sur les bénéficiaires », « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2010 », « Activités en voie de liquidation », « Sources de financement », « Gestion du risque – Risque de marché », et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle » du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2010 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2010 » du présent rapport de gestion, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation et le risque environnemental; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos cotes de crédit; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exhaustivité et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; la politique monétaire et économique; les fluctuations de change; la conjoncture économique générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

MODIFICATIONS À LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Modifications rétroactives et retraitement des données des périodes antérieures

Premier trimestre

- € Les activités mondiales de mises en pension de titres, qui faisaient auparavant partie de la Trésorerie dans le groupe Siège social et autres, ont été transférées rétroactivement aux activités sur les marchés financiers de services bancaires de gros. Auparavant, la quasi-totalité des résultats de ces activités était attribuée au secteur Autres de Marchés de détail CIBC.
- € Les produits tirés de la gestion des liquidités des grandes entreprises, qui étaient avant constatés dans les services bancaires aux entreprises de Marchés de détail CIBC, ont été transférés rétroactivement aux activités de Services financiers aux entreprises et Banque d'investissement de services bancaires de gros.

Deuxième trimestre

Il n'y a pas eu de modifications à la présentation de l'information financière au cours du deuxième trimestre.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

Non vérifié	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées ou pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Revenu net d'intérêts	1 497 \$	1 514 \$	1 273 \$	3 011 \$	2 606 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 424	1 547	888	2 971	1 577
Total des revenus	2 921	3 061	2 161	5 982	4 183
Dotations à la provision pour pertes sur créances	316	359	394	675	678
Frais autres que d'intérêts	1 678	1 748	1 639	3 426	3 292
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	927	954	128	1 881	213
Charge d'impôts	261	286	174	547	107
Participations ne donnant pas le contrôle	6	16	5	22	10
Bénéfice net (perte nette)	660 \$	652 \$	(51) \$	1 312 \$	96 \$
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	57,5 %	57,1 %	75,9 %	57,3 %	78,7 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹	57,0 %	56,6 %	74,9 %	56,8 %	77,6 %
Rendement des capitaux propres	22,2 %	21,5 %	(3,5) %	21,8 %	0,4 %
Marge d'intérêts nette	1,84 %	1,76 %	1,48 %	1,80 %	1,45 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	2,16 %	2,08 %	1,85 %	2,12 %	1,81 %
Rendement de l'actif moyen	0,81 %	0,76 %	(0,06) %	0,78 %	0,05 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	0,95 %	0,90 %	(0,07) %	0,93 %	0,07 %
Rendement total des actionnaires	18,00 %	4,40 %	17,03 %	23,20 %	1,66 %
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action					
– bénéfice (perte) de base	1,60 \$	1,59 \$	(0,24) \$	3,18 \$	0,05 \$
– bénéfice (perte) de base (comptabilité de caisse) ¹	1,61	1,61	(0,21)	3,22	0,10
– bénéfice dilué (perte diluée)	1,59	1,58	(0,24)	3,17	0,05
– bénéfice dilué (perte diluée) (comptabilité de caisse) ¹	1,61	1,60	(0,21)	3,21	0,10
– dividendes	0,87	0,87	0,87	1,74	1,74
– valeur comptable	30,00	29,91	27,95	30,00	27,95
Cours de l'action					
– haut	77,19	70,66	54,90	77,19	57,43
– bas	63,16	61,96	37,10	61,96	37,10
– clôture	74,56	63,90	53,57	74,56	53,57
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
– moyen de base	386 865	384 442	381 410	385 634	381 156
– moyen dilué	387 865	385 598	381 779	386 713	381 599
– fin de la période	388 462	386 457	381 478	388 462	381 478
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	28 964 \$	24 695 \$	20 436 \$	28 964 \$	20 436 \$
Mesures de valeur					
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	4,8 %	5,4 %	6,7 %	4,7 %	6,6 %
Ratio dividendes/bénéfice	54,5 %	54,8 %	négl.	54,7 %	négl.
Cours/valeur comptable	2,49	2,14	1,92	2,49	1,92
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	74 930 \$	84 334 \$	87 576 \$ ²	74 930 \$	87 576 \$ ²
Prêts et acceptations	183 736	180 115	169 909 ²	183 736	169 909 ²
Total de l'actif	336 001	337 239	347 363	336 001	347 363
Dépôts	226 793	224 269	221 912	226 793	221 912
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	11 654	11 558	10 661	11 654	10 661
Actif moyen	333 589	340 822	353 819	337 265	361 662
Actif productif d'intérêts moyen	283 589	288 575	282 414	286 124	290 914
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	11 415	11 269	10 644	11 341	10 804
Biens administrés	1 219 054	1 173 180	1 096 028	1 219 054	1 096 028
Mesures de qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	10,8 %	10,3 %	8,9 %	10,8 %	8,9 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	108,3 \$	112,1 \$	119,6 \$	108,3 \$	119,6 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,7 %	13,0 %	11,5 %	13,7 %	11,5 %
Ratio du total des fonds propres	18,8 %	17,1 %	15,9 %	18,8 %	15,9 %
Autres renseignements					
Ratio détail/gros ³	76 % / 24 %	72 % / 28 %	64 % / 36 %	76 % / 24 %	64 % / 36 %
Équivalents temps plein	42 018	41 819	42 305	42 018	42 305

- 1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.
 - 2) Certains montants ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation de la période écoulée.
 - 3) Le ratio représente le capital économique attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période.
- négl. Négligeable.

VUE D'ENSEMBLE

Résultats financiers

Le bénéfice net pour le trimestre s'est établi à 660 M\$, en regard d'une perte nette de 51 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'un bénéfice net de 652 M\$ au trimestre précédent.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par les facteurs suivants :

- € un gain de 58 M\$ (40 M\$ après impôts) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € une reprise de frais d'intérêts de 30 M\$ (17 M\$ après impôts) liée au règlement favorable de vérifications fiscales relatives à des exercices antérieurs.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a progressé de 224 M\$, ou 18 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des marges plus importantes et de la croissance des volumes pour la plupart des produits de détail, de la progression des revenus de trésorerie et de la reprise de frais d'intérêts susmentionnée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des frais d'intérêts sur les valeurs disponibles à la vente et par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur les résultats de FirstCaribbean International Bank (First Caribbean).

Le revenu net d'intérêts a reculé de 17 M\$ ou 1 % en comparaison du trimestre précédent, du fait principalement que le trimestre comptait trois jours de moins, ces éléments ayant été partiellement annulés par la reprise de frais d'intérêts susmentionnée.

Le revenu net d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2010 a progressé de 405 M\$, ou 16 %, comparativement à la période correspondante de 2009, en raison surtout des marges plus importantes et de la croissance des volumes pour certains produits de détail, de l'augmentation des revenus de trésorerie et de la reprise de frais d'intérêts susmentionnée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des frais d'intérêts sur les valeurs disponibles à la vente, par le repli des revenus de négociation et par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur les résultats de FirstCaribbean.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 536 M\$, ou 60 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la constatation de gains dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes au même trimestre il y a un an. Les résultats du trimestre considéré ont également été avantagés par le fléchissement des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché des dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises et par la montée des revenus

connexes tirés des honoraires et des commissions de gestion des avoirs. Ces facteurs ont été partiellement annulés par les pertes subies au titre des valeurs désignées à la juste valeur, comparativement à des gains au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et par la baisse du nombre de nouvelles émissions d'actions et des activités de fusions et acquisitions. Les résultats du trimestre de l'exercice précédent comprenaient un gain de change de 159 M\$ relativement aux activités de rapatriement.

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 123 M\$, ou 8 %, en comparaison du trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par la baisse des revenus de négociation, par les gains moins élevés, déduction faite des baisses de valeur, sur les valeurs disponibles à la vente, par le repli du nombre de nouvelles émissions d'actions et des activités de fusions et acquisitions, par les gains moins importants à la vente de placements du portefeuille de Banque d'affaires et par le fléchissement des revenus tirés des créances titrisées. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la diminution des pertes subies au titre des valeurs désignées à la juste valeur, par la progression des gains dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation et par les pertes moins considérables liées à l'évaluation à la valeur du marché des dérivés de crédit de notre programme de couverture des prêts aux entreprises.

Le revenu autre que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2010 a bondi de 1 394 M\$, ou 88 %, par rapport à la période correspondante de 2009, par suite essentiellement de la constatation de gains dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes pour la période correspondante il y a un an, et de la diminution des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par les pertes subies au titre des valeurs désignées à la juste valeur, en regard des gains réalisés au cours de la période précédente, et par les gains moins élevés, déduction faite des baisses de valeur, sur les valeurs disponibles à la vente. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent ont été avantagés par un gain de change net de 111 M\$ relativement aux activités de rapatriement.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 78 M\$, ou 20 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts à la consommation a augmenté de 12 M\$, en raison principalement du nombre de faillites plus élevé dans le portefeuille de cartes de crédit, compensé en partie par les pertes moindres dans le portefeuille de crédit personnel. L'augmentation de 29 M\$ de la dotation à la provision

spécifique pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements est attribuable essentiellement aux pertes plus élevées dans les activités de financement immobilier aux États-Unis et dans le portefeuille du Groupe Entreprises, compensées en partie par les pertes moins importantes dans les activités de FirstCaribbean. La dotation à la provision générale pour pertes sur créances a affiché une variation favorable de 119 M\$ au cours du trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution s'est principalement produite dans le portefeuille de cartes de crédit et le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements en raison d'une meilleure conjoncture économique.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 43 M\$, ou 12 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts à la consommation, de 29 M\$, en raison surtout du nombre moins élevé de faillites dans le portefeuille de cartes de crédit, ainsi que de l'amélioration des comptes en souffrance et des radiations moins nombreuses dans le portefeuille de crédit personnel. La dotation à la provision générale pour pertes sur créances a diminué de 18 M\$ en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre terminé le 30 avril 2010 a reculé de 3 M\$ en regard du semestre correspondant de 2009. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts à la consommation s'est améliorée de 88 M\$, du fait essentiellement du nombre plus important de faillites dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel, et elle a progressé de 87 M\$ dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, par suite des pertes accrues subies par les portefeuilles de financement immobilier aux États-Unis et du Groupe Entreprise, ainsi que par FirstCaribbean. La dotation à la provision générale pour pertes sur créances a affiché une variation favorable de 178 M\$ au cours du premier semestre de 2010 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'est principalement produite dans le portefeuille de cartes de crédit et le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements en raison d'une meilleure conjoncture économique.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont connu une hausse de 39 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant il y a un an, principalement en raison de l'augmentation des charges de retraite, des avantages sociaux et de la rémunération liée au rendement, en partie neutralisée par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur les frais de FirstCaribbean.

La baisse de 70 M\$, ou 4 %, des frais autres que d'intérêts en regard du trimestre précédent est essentiellement imputable au recul des dépenses relatives à la rémunération liée au rendement et des salaires, en partie

compensée par la hausse des frais d'occupation et de communication et des honoraires. Les résultats du trimestre précédent comprenaient des charges liées au règlement intervenu avec la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) au sujet de notre participation sur le marché du papier commercial adossé à des créances (PCAC) ainsi que des charges liées à la vente d'un placement.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, les frais autres que d'intérêts ont grimpé de 134 M\$, ou 4 %, en comparaison de la période correspondante de 2009, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des charges de retraite, de la rémunération liée au rendement, des frais d'occupation, du règlement relatif au PCAC susmentionné et des charges liées à la vente d'un placement. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence d'un dollar canadien plus fort sur les frais de FirstCaribbean.

Impôts sur les bénéfiques

La progression de 87 M\$ de la charge d'impôts sur les bénéfiques en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique surtout par l'accroissement des revenus, neutralisé en partie par une charge d'impôts de 156 M\$ relativement aux gains de change réalisés sur les activités de rapatriement inclus dans les résultats de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent, le recul de 25 M\$ de la charge d'impôts sur les bénéfiques était essentiellement imputable à une radiation de 25 M\$ des actifs d'impôts futurs constatée au cours du trimestre précédent.

La charge d'impôts sur les bénéfiques pour le semestre terminé le 30 avril 2010 a progressé de 440 M\$ en comparaison du semestre correspondant de 2009, ce qui découle surtout de la hausse des revenus, partiellement annulée par une charge d'impôts nette de 104 M\$ relativement aux gains de change réalisés sur les activités de rapatriement inclus dans les résultats de l'exercice précédent.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1 199 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 90 M\$ (88 M\$ US). L'actif d'impôts futurs comprend des reports sur les exercices suivants de pertes canadiennes autres qu'en capital totalisant 588 M\$ qui viennent à échéance dans 19 ans, un montant de 54 M\$ lié aux reports sur les exercices suivants de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance, et un montant de 312 M\$ lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Le 2 octobre 2009 et le 17 mars 2010, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a émis un avis de nouvelle cotisation dans lequel elle interdit la déduction des paiements d'environ 3,0 G\$ se rapportant au règlement et aux frais juridiques liés à Enron en 2005. Le 30 avril 2010, nous avons déposé un avis d'opposition devant la Cour canadienne de l'impôt. Nous pensons être en mesure de pouvoir défendre au moins le montant de l'économie d'impôts qui a été constaté jusqu'à maintenant. Si nous réussissons à défendre notre position fiscale en entier, nous serions en mesure de constater une économie d'impôts additionnelle de 214 M\$ et un remboursement des intérêts connexes imposables d'environ 160 M\$. Si nous ne réussissons pas, une charge d'impôts additionnelle d'environ 860 M\$, et des intérêts connexes non déductibles de 126 M\$, nous incomberait.

Les ententes finales relatives aux baux adossés ont été réglées avec l'Internal Revenue Service (IRS) en 2009. Au cours du trimestre, nous sommes parvenus à un accord avec l'IRS à l'égard des montants imposables définitifs et des frais d'intérêts connexes, et les versements ont été appliqués aux diverses années d'imposition concernées.

Change

Nos résultats libellés en dollars américains ont subi l'incidence des fluctuations des taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le dollar canadien s'est apprécié de 17 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une diminution de 33 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est apprécié de 3 % en moyenne par rapport au dollar américain par rapport au trimestre précédent, ce qui a entraîné une diminution de 5 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est amélioré de 15 % en moyenne par rapport au dollar américain pour le semestre terminé le 30 avril 2010 en regard de la période correspondante de 2009, ce qui a entraîné une baisse de 56 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

Premier trimestre de 2010

- € un gain de 25 M\$ (17 M\$ après impôts) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € une baisse de valeur de nos actifs d'impôts futurs de 25 M\$ résultant de l'adoption par l'Ontario de taux d'imposition des sociétés réduits;
- une incidence négative de 17 M\$ (12 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur de marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises.

Deuxième trimestre de 2009

- € Une perte de 475 M\$ (324 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € une incidence négative de 168 M\$ (115 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur de marché des dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises;
- un gain de change de 159 M\$ (3 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement;
- des baisses de valeur de 100 M\$ (65 M\$ après impôts) relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente dans des activités abandonnées et d'autres activités en voie de liquidation;
- € une provision pour pertes sur créances de 65 M\$ (44 M\$ après impôts) inscrite à la provision générale;
- € des radiations d'actifs d'impôts futurs de 57 M\$;
- € des pertes ou des baisses de valeur nettes de 49 M\$ (29 M\$ après impôts) du portefeuille inactif de Banque d'affaires.

Premier trimestre de 2009

- € une perte de 708 M\$ (483 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- € une incidence positive de 94 M\$ (64 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché des dérivés de crédit de nos programmes de couverture de prêts aux entreprises;
- € des baisses de valeur de 92 M\$ (51 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur de marché sur les couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'était pas admissible à la comptabilité de couverture;
- € des pertes ou des baisses de valeur de 87 M\$ (52 M\$ après impôts) du portefeuille de Banque d'affaires;
- € des pertes de change de 48 M\$ (gain de 4 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement.

Événements importants

Acquisition de Crédit aux entreprises CIT Canada inc.

Le 30 avril 2010, nous avons obtenu le contrôle exclusif de Crédit aux entreprises CIT Canada inc. en faisant l'acquisition de 50 % de la participation en actions ordinaires de CIT Financial Ltd. (CIT) dans Crédit aux entreprises CIT Canada inc. et de la quote-part de CIT de l'encours des avances consenties par les actionnaires à Crédit aux entreprises CIT Canada inc. en vertu d'un accord cadre de financement. La contrepartie au comptant était de 306 M\$. Une contrepartie au comptant additionnelle d'au plus 8 M\$ pourrait être versée à CIT le cas échéant. Crédit aux entreprises CIT Canada inc. a été constituée en 2000 à titre de coentreprise entre la Banque CIBC et CIT. À la suite de l'acquisition, le nom de Crédit aux entreprises CIT Canada inc. a été modifié pour CIBC Asset Based Lending Inc.

Participation dans The Bank of N.T. Butterfield & Son Limited

Le 2 mars 2010, nous avons investi 155 M\$ (150 M\$ US) dans une participation en actions ordinaires directe de 22,5 % dans The Bank of N.T. Butterfield & Son Limited (Butterfield), dans le cadre de la recapitalisation de 570 M\$ (550 M\$ US) de Butterfield. Le Carlyle Group et d'autres investisseurs institutionnels ont investi les 415 M\$ restants (400 M\$ US). Le 2 mars 2010, nous avons également acquis une participation en actions ordinaires indirecte de 3,3 %, ou 23 M\$ (22 M\$ US), dans Butterfield par l'intermédiaire d'un fonds de souscriptions privées parrainé par le Carlyle Group. Nous nous étions engagés antérieurement à verser 150 M\$ US dans le fonds aux fins d'investissement dans des opérations liées aux services financiers.

Aux termes d'une émission de droits de 130 M\$ US, qui a pris fin le 11 mai 2010, d'autres investisseurs, incluant les actionnaires de Butterfield, ont participé à la recapitalisation en souscrivant des actions ordinaires additionnelles, ce qui a eu pour effet de réduire le montant de notre participation directe à 130 M\$ (125 \$M US), ou 18,8 %, et de nos droits de propriété indirects dans Butterfield, à 19 M\$ (18 M\$ US), ou 2,7 %. Dans certaines circonstances, notre participation totale dans Butterfield pourrait diminuer dans l'avenir.

En outre, nous avons fourni à Butterfield une lettre d'engagement au titre d'une facilité de crédit garantie de premier rang d'un maximum de 500 M\$ US. Nous avons également nommé deux des douze administrateurs qui siègent au conseil d'administration de Butterfield.

Perspectives pour 2010

L'économie américaine et l'économie canadienne ont toutes deux terminé l'année 2009 en meilleure position, et cet élan semble donner lieu à une saine croissance, du moins au premier semestre de 2010. La production s'accélère pour se rapprocher de la demande, après une période de réduction des stocks. De plus, au Canada, la demande interne est soutenue par la création d'emplois nette. La

croissance pourrait ralentir plus tard dans l'année lorsque s'atténuera la hausse des exportations canadiennes attribuable à la reconstitution des stocks et aux stimuli fiscaux des États-Unis et lorsque fléchira l'essor actuel du marché de l'habitation, après les majorations attendues des taux d'intérêt de la Banque du Canada et la prise d'effet des nouveaux règlements sur les prêts hypothécaires garantis.

Il est probable que les prêts hypothécaires de Marchés de détail CIBC n'augmenteront plus que modérément, la progression de l'emploi étant partiellement annulée par la hausse des taux d'intérêt. Le nombre des faillites personnelles devrait continuer de diminuer au fil de la reprise du marché de l'emploi. La demande de produits de placement sera vraisemblablement soutenue par l'amélioration des revenus et des marchés des capitaux.

Les services bancaires de gros devraient tirer profit d'un bon rythme d'émission d'actions et d'obligations, car les gouvernements demeurent d'importants emprunteurs et les entreprises bénéficient de la vigueur des marchés financiers. Les activités de fusions et acquisitions pourraient également se raffermir au fur et à mesure que reprend la confiance. On prévoit que la demande de crédit sera soutenue par la reconstitution des stocks et que le marché de la dette publique continuera de représenter une option concurrentielle pour les plus grandes entreprises. Le financement immobilier aux États-Unis pourrait demeurer au ralenti et les taux de défaillance des entreprises sont susceptibles de rester élevés par suite des répercussions tardives de la récession de l'année précédente.

Les perspectives raisonnablement positives de l'économie pourraient se ressentir de la recrudescence de l'aversion pour le risque sur les marchés mondiaux, en raison des craintes liées au crédit en Europe, l'intensification de l'incertitude quant à la réglementation financière et les préoccupations géopolitiques.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action pour les trois mois terminés le	2010		2009		2008			
	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 334 \$	2 402 \$	2 356 \$	2 318 \$	2 223 \$	2 375 \$	2 345 \$	2 347 \$
Services bancaires de gros	548	613	503	552	(213)	(330)	(302)	(574)
Siège social et autres	39	46	29	(13)	151	(23)	161	132
Total des revenus	2 921	3 061	2 888	2 857	2 161	2 022	2 204	1 905
Dotation à la provision pour pertes sur créances	316	359	424	547	394	284	222	203
Frais autres que d'intérêts	1 678	1 748	1 669	1 699	1 639	1 653	1 927	1 725
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	927	954	795	611	128	85	55	(23)
Charge (économie) d'impôts	261	286	145	172	174	(67)	(384)	(101)
Participations ne donnant pas le contrôle	6	16	6	5	5	5	3	7
Bénéfice net (perte nette)	660 \$	652 \$	644 \$	434 \$	(51) \$	147 \$	436 \$	71 \$
Bénéfice (perte) par action								
– de base	1,60 \$	1,59 \$	1,57 \$	1,02 \$	(0,24) \$	0,29 \$	1,07 \$	0,11 \$
– dilué(e) ¹	1,59 \$	1,58 \$	1,56 \$	1,02 \$	(0,24) \$	0,29 \$	1,06 \$	0,11 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de services bancaires de gros.

Les revenus de services bancaires de gros ont été affaiblis en 2008 et au début de 2009, par les charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les revenus du segment Siège social et autres englobaient des pertes de change sur les activités de rapatriement du premier trimestre de 2009, et des gains de change sur les activités de rapatriement du deuxième trimestre de 2009 et du quatrième trimestre de 2008.

Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté au début du second semestre de 2008, surtout en raison de la hausse des pertes des portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel. Cette situation découle de la croissance des volumes de même que de la détérioration de l'économie dans le secteur des biens de consommation. Au premier semestre de 2010, les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel ont commencé à donner des signes d'amélioration. Les recouvrements et les reprises dans les services bancaires de gros ont reculé, comparativement aux niveaux élevés atteints dans le passé. Les provisions liées aux services bancaires de gros

ont augmenté en 2009, compte tenu des récessions aux États-Unis et en Europe.

La rémunération liée au rendement a augmenté au premier trimestre de 2010. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 comprennent les charges liées aux indemnités de départ.

Une économie d'impôts sur les bénéfices a été réalisée au cours du troisième trimestre de 2008, du fait de la perte subie au cours de la période. Une réduction d'impôts de 486 M\$ découlant de la hausse des économies d'impôts attendues par suite du règlement de poursuites judiciaires liées à Enron a été constatée au quatrième trimestre de 2008. Des recouvrements d'impôts sur les bénéfices liés au règlement favorable de diverses vérifications fiscales et aux éventualités d'ordre fiscal moindres ont été constatés dans les résultats du quatrième trimestre de 2008. Le revenu exonéré d'impôts a accusé une baisse constante du troisième trimestre de 2008 jusqu'au troisième trimestre de 2009. Depuis, il s'est maintenu à des niveaux relativement constants. Les économies d'impôts sur les pertes de change découlant de nos activités de rapatriement ont été incluses dans les résultats du premier trimestre de 2009. Les résultats du deuxième trimestre de 2009 et du quatrième trimestre de 2008 comprenaient des charges d'impôts sur les bénéfices relatives aux activités de rapatriement. Des baisses de valeur des actifs d'impôts futurs ont été présentées pour le premier trimestre de 2010 et le deuxième trimestre de 2009. Le quatrième trimestre de 2009 comprenait une économie d'impôts résultant essentiellement de la réévaluation favorable d'actifs d'impôts futurs.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 57 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par secteurs d'activité stratégiques sont présentés dans leur section respective.

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Revenu net d'intérêts	1 497	\$ 1 514	\$ 1 273	3 011	\$ 2 606
Revenu autre que d'intérêts	1 424	1 547	888	2 971	1 577
Total des revenus présentés selon les états financiers intermédiaires	A 2 921	3 061	2 161	5 982	4 183
Rajustement selon la BIE	B 8	8	14	16	29
Total des revenus (BIE) ¹	C 2 929	\$ 3 069	\$ 2 175	5 998	\$ 4 212
Revenu (perte) de négociation	225	\$ 379	\$ (391)	604	\$ (1 008)
Rajustement selon la BIE	7	7	12	14	27
Revenu de négociation (BIE) ¹	232	\$ 386	\$ (379)	618	\$ (981)
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers intermédiaires	D 1 678	\$ 1 748	\$ 1 639	3 426	\$ 3 292
Moins : amortissement des autres actifs incorporels	9	10	12	19	23
Frais autres que d'intérêts – comptabilité de caisse ¹	E 1 669	\$ 1 738	\$ 1 627	3 407	\$ 3 269
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	F 617	\$ 610	\$ (90)	1 227	\$ 21
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels	7	8	9	15	18
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse ¹	G 624	\$ 618	\$ (81)	1 242	\$ 39
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	H 386 865	384 442	381 410	385 634	381 156
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées (en milliers)	I 387 865	385 598	381 779	386 713	381 599
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ¹	E/C 57,0	% 56,6	% 74,9	56,8	% 77,6
Bénéfice (perte) de base par action – comptabilité de caisse ¹	G/H 1,61	\$ 1,61	\$ (0,21)	3,22	\$ 0,10
Bénéfice (perte) dilué(e) par action – comptabilité de caisse ¹	G/I 1,61	\$ 1,60	\$ (0,21)	3,21	\$ 0,10

1) Mesures non conformes aux PCGR.

Répartition entre les secteurs d'activité

Les activités de trésorerie ont une incidence sur les résultats financiers présentés par les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros).

Chaque secteur d'activité stratégique se voit imputer ou créditer un coût de financement établi en fonction du marché respectivement pour les actifs et les passifs, ce qui a une incidence sur la performance des secteurs d'activité en termes de revenus. Lorsque le risque de taux d'intérêt et le risque d'illiquidité inhérents à nos actifs et passifs liés aux clients font l'objet d'une cession interne à la Trésorerie, ils sont gérés conformément au cadre et aux limites du risque de la CIBC. La majorité des revenus découlant des activités de trésorerie sont par la suite affectés au segment « autres » de Marchés de détail CIBC et des services bancaires de gros.

La Trésorerie répartit également les capitaux entre les secteurs d'activité stratégiques de façon à évaluer constamment les coûts économiques et à jumeler ces coûts avec les avantages sous-jacents et les risques associés aux

activités des secteurs d'activité. Les bénéfices sur le capital non réparti et l'incidence des activités de titrisation continuent d'être constatés au segment Siège social et autres.

En outre, les frais autres que d'intérêts sont attribués aux secteurs auxquels ils se rapportent. Les frais indirects sont répartis entre les secteurs selon des critères appropriés.

Nous examinons continuellement nos méthodes de fixation des prix de cession interne et de répartition des revenus de la Trésorerie afin de nous assurer qu'elles tiennent compte des conditions changeantes du marché et des pratiques du secteur. La nature des méthodes de fixation des prix de cession interne et de répartition des revenus de trésorerie peut faire en sorte que certains postes soient présentés différemment dans les résultats sectoriels et dans les résultats de l'ensemble de la CIBC.

ACTIVITÉS EN VOIE DE LIQUIDATION

Activités de crédit structuré en voie de liquidation

Vue d'ensemble et résultats

Les activités de crédit structuré de services bancaires de gros englobaient nos anciennes activités exercées à titre de contrepartiste et aux fins de facilitation pour le compte de clients. Comme ces activités incluaient l'entreposage d'actifs et la structuration de structures d'accueil, certaines des positions que nous détenions étaient non couvertes. Nos autres activités comprenaient l'intermédiation, la corrélation et la négociation, laquelle permet de dégager une marge sur les positions appariées.

Positions

Nos positions sont principalement réparties entre les catégories suivantes :

Non couvertes :

- € titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation
- € titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;

Couvertes :

- € par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation), y compris les positions non appariées pour lesquelles nous avons souscrit une protection sans qu'il y ait de risque associé aux titres sous-jacents; et
- € par d'autres contreparties (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation).

Résultats

Le bénéfice net avant impôts pour le trimestre s'est établi à 58 M\$, en regard d'une perte nette avant impôts de 475 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'un bénéfice net avant impôts de 25 M\$ au trimestre précédent.

Le bénéfice net du trimestre considéré résulte de la diminution des rajustements de l'évaluation du crédit liés surtout aux garants financiers, découlant des recouvrements liés à l'évaluation à la valeur du marché de certains actifs sous-jacents et du resserrement des écarts de taux, ainsi que des gains réalisés sur les positions non couvertes. Ces gains ont été contrebalancés par les pertes découlant de la réduction des créances de nos garants financiers sur les actifs de prêts comptabilisés au coût après amortissement, et des pertes nettes résultant des transactions décrites plus loin.

Changements apportés aux positions

Voici un sommaire de nos positions dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation :

En millions de dollars US, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Montant nominal de référence		
Placements et prêts	11 712 \$	10 442 \$
Dérivés de crédit vendus ¹	16 972	22 710
Total des positions, montant brut	28 684 \$	33 152 \$
Dérivés de crédit souscrits	23 569 \$	32 257 \$

1) Incluent le montant nominal de référence des dérivés de crédit vendus ainsi que les facilités de trésorerie et de crédit.

Nous avons conclu un certain nombre d'opérations au cours du trimestre afin de réduire davantage nos positions, comme il est précisé ci-dessous :

- € Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 256 M\$ (252 M\$ US) comportant des positions dans des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) et avons pris en charge les valeurs connexes d'un montant équivalent. Nous avons ensuite vendu ces valeurs ainsi que d'autres TAP flux groupés classés dans les prêts d'un montant nominal de référence de 891 M\$ (877 M\$ US) et d'une valeur comptable de 839 M\$ (826 M\$ US) pour une contrepartie en espèces de 821 M\$ (808 M\$ US), ce qui a entraîné une perte avant

impôts de 18 M\$ (18 M\$ US). Nous avons également résilié des contrats de couverture connexes de 1,6 G\$ (1,6 G\$ US) conclus avec des garants financiers (appelés contreparties « I », « II », « III », « IV » et « VII ») pour une contrepartie en espèces totale de 4 M\$ (4 M\$ US). Ces opérations ont donné lieu à une perte avant impôts supplémentaire de 35 M\$ (34 M\$ US). Les positions sous-jacentes qui sont devenues non couvertes par suite de la résiliation comprenaient des dérivés de crédit vendus d'un montant nominal de référence de 139 M\$ (137 M\$ US) et d'une juste valeur de 5 M\$ (5 M\$ US), des valeurs classées dans les prêts d'un montant nominal de référence de 549 M\$ (541 M\$ US) et d'une valeur comptable de 519 M\$

(511 M\$ US), une valeur du compte de négociation d'un montant nominal de référence de 32 M\$ (31 M\$ US) et d'une valeur comptable de 31 M\$ (31 M\$ US) et un prêt à la juste valeur d'un montant nominal de référence de 151 M\$ (148 M\$ US) et d'une valeur comptable de 140 M\$ (138 M\$ US) à la date de l'opération;

- € Nous avons vendu des titres adossés à des créances (TAC) flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies classés dans les prêts d'un montant nominal de référence de 243 M\$ (240 M\$ US) et d'une valeur comptable de 79 M\$ (78 M\$ US) pour une contrepartie au comptant de 136 M\$ (134 M\$ US), ce qui a entraîné un gain avant impôts de 57 M\$ (56 M\$ US). Nous avons également résilié des contrats de couverture connexes de 244 M\$ (240 M\$ US) conclus auprès d'un garant financier (appelé contrepartie « II ») pour une contrepartie au comptant totale de moins de 1 M\$ (1 M\$ US). L'opération a donné lieu à une perte avant impôts supplémentaire de 38 M\$ (37 M\$ US);
- € Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non appariés de 1,9 G\$ (1,9 G\$ US) portant sur des positions dans des titres d'emprunt d'entreprises et souscrits auprès de deux garants financiers (appelés contreparties « VI » et « IX ») pour une contrepartie au comptant totale de 2 M\$ (2 M\$ US). L'opération a donné lieu à une perte avant impôts de 17 M\$ (16 M\$ US);
- € Nous avons résilié des contrats de couverture de positions sur des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et sur des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation de 345 M\$ (339 M\$ US) conclus auprès de deux garants financiers (appelés contreparties « I » et « IV »), pour une contrepartie au comptant de néant. L'opération s'est traduite par une perte avant impôts de 16 M\$ (16 M\$ US). Nous avons également résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 185 M\$ (183 M\$ US) et avons pris en charge les valeurs connexes d'un montant équivalent. À la suite de la résiliation, des valeurs du compte de négociation d'un montant nominal de référence de 11 M\$ (11 M\$ US) et d'une valeur comptable de 7 M\$ (7 M\$ US) ont été vendues, pour une contrepartie au comptant de 7 M\$ (7 M\$ US). Les autres positions sous-jacentes qui sont devenues non couvertes par suite de la résiliation incluaient un dérivé de crédit vendu d'un montant nominal de référence de 159 M\$ (157 M\$ US) et d'une juste valeur de 17 M\$ (17 M\$ US), une valeur classée comme prêt d'un montant nominal de référence de 98 M\$ (97 M\$ US) et d'une valeur comptable de 83 M\$ (82 M\$ US) et des valeurs du compte de négociation d'un montant nominal de référence de 76 M\$ (75 M\$ US) et d'une juste valeur de 49 M\$ (48 M\$ US) à la date de l'opération;

- € Nous avons partiellement résilié une opération de financement de TAP flux groupés pour en tirer un produit et un gain avant impôts de 13 M\$ (12 M\$ US); et
- € L'amortissement normal a réduit de 146 M\$ (144 M\$ US) le montant nominal de référence de nos dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Gain découlant de la réduction de l'engagement non capitalisé à l'égard d'un billet de financement variable

Au quatrième trimestre de 2008, nous avons constaté un gain de 895 M\$ (841 M\$ US) découlant de la réduction à zéro de notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable émis par une entité émettrice de TAC flux groupés. Cette réduction a fait suite à une série d'actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie des TAC flux groupés après le dépôt du bilan, le 15 septembre 2008, de Lehman Brothers Holdings Inc. (Lehman), garant d'un swap sur défaillance connexe conclu avec l'entité émettrice de TAC flux groupés. Malgré qu'elle ait fait savoir son désaccord avec les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie, la succession de Lehman n'a pas intenté d'actions judiciaires visant les TAC flux groupés ou notre billet de financement variable. Toutefois, la succession de Lehman a intenté des actions judiciaires visant certains autres TAC flux groupés et, au premier trimestre de 2010, dans l'affaire *Lehman Brothers Special Financing, Inc. v. BNY Corporate Trustee Services, Ltd.*, le tribunal des faillites américain à New York a statué que la provision habituelle dans une opération de TAC flux groupés était inexécutable, renversant ainsi la priorité des paiements à la faillite de Lehman, garant en vertu d'un contrat de swap connexe. Malgré cette décision, pour laquelle le défendeur a l'intention d'interjeter appel, nous sommes convaincus que, même si elles sont contestées, les actions du fiduciaire visant à réduire notre engagement capitalisé à zéro devraient être maintenues, bien qu'il ne peut y avoir de certitude quant à l'issue éventuelle. Nous continuons de croire que les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie ont été entièrement soutenues par les dispositions des contrats en vigueur et les normes juridiques pertinentes.

Total des positions

Le tableau qui suit présente le sommaire des positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation de services bancaires de gros. Il n'inclut pas la protection de Cerberus Capital Management LP (Cerberus) à l'égard de notre exposition aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

En millions de dollars US, au 30 avril 2010

	Positions ¹					Couvertures				
	Placements et prêts ²			Dérivés de crédit vendus et facilités de trésorerie et de crédit ³		Dérivés de crédit souscrits et couvertures indicielles				
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Valeur comptable	Montant nominal de référence	Juste valeur ⁴	Garants financiers			Divers	
						Montant nominal de référence	Juste valeur, avant le rajustement de l'évaluation du crédit ⁴	Montant nominal de référence	Juste valeur, avant le rajustement de l'évaluation du crédit ⁴	
Couverts										
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation – TAC flux groupés										
	- \$	- \$	- \$	402 \$	397 \$	- \$	- \$	402 \$	397 \$	
Total des titres couverts du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	- \$	- \$	- \$	402 \$	397 \$	- \$	- \$	402 \$	397 \$	
Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
TAP flux groupés	- \$	- \$	- \$	3 947 \$	210 \$	3 709 \$	200 \$	238 \$	14 \$	
TAP flux groupés classés dans les prêts ⁵	6 707	6 133	6 184	-	-	6 524	377	213	12	
Titres d'emprunt d'entreprises	-	-	-	8 259	229	800	27	7 463	209	
Titres d'emprunt d'entreprises (non appariés)	-	-	-	-	-	1 600	18	-	-	
TACHC (non appariés)	-	-	-	-	-	775	570	-	-	
Autres titres classés dans les prêts ⁶	448	286	357	-	-	448	162	-	-	
Divers (comprennent les TACHC et les titres privilégiés de fiducies)	306	138	138	1 066	379	1 026	501	371	40	
Total des titres couverts autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	7 461 \$	6 557 \$	6 679 \$	13 272 \$	818 \$	14 882 \$	1 855 \$	8 285 \$	275 \$	
Total des titres couverts	7 461 \$	6 557 \$	6 679 \$	13 674 \$	1 215 \$	14 882 \$	1 855 \$	8 687 \$	672 \$	
Non couverts										
Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation – TAC flux groupés ⁷										
	2 215 \$	113 \$	113 \$	2 358 \$	2 032 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Total des titres non couverts du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	2 215 \$	113 \$	113 \$	2 358 \$	2 032 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation										
TAP flux groupés	144 \$	100 \$	100 \$	225 \$	10 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
TAP flux groupés classés dans les prêts	787	745	749	-	-	-	-	-	-	
Titres d'emprunt d'entreprises	171	121	121	-	-	-	-	-	-	
Billets liés à la Proposition de Montréal ^{3, 8}	380	206	206	295	s.o.	-	-	-	-	
Fonds multisécuritaires de PCAC soutenus par des tiers ³	80	80	80	97	s.o.	-	-	-	-	
Autres titres classés dans les prêts	272	254	238	-	-	-	-	-	-	
Divers ^{3, 9}	202	172	172	323	15	-	-	-	-	
Total des titres non couverts autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	2 036 \$	1 678 \$	1 666 \$	940 \$	25 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Total des titres non couverts	4 251 \$	1 791 \$	1 779 \$	3 298 \$	2 057 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Total	11 712 \$	8 348 \$	8 458 \$	16 972 \$	3 272 \$	14 882 \$	1 855 \$	8 687 \$	672 \$	
31 octobre 2009	10 442 \$	6 721 \$	7 024 \$	22 710 \$	4 152 \$	23 748 \$	3 413 \$	8 509 \$	681 \$	

- Nous avons exclu la totalité de nos placements, y compris ceux liés à nos activités de trésorerie, dont le montant nominal de référence est de 1,1 G\$ US (868 M\$ US au 31 octobre 2009) et la juste valeur, de 1,1 G\$ US (865 M\$ US au 31 octobre 2009). Ces placements comprennent des titres d'emprunt émis par la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), dont le montant nominal de référence s'élevait à 259 M\$ US et la juste valeur, à 261 M\$ US; par la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), d'un montant nominal de référence de 142 M\$ US et d'une juste valeur de 141 M\$ US et par la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), d'un montant nominal de référence de 741 M\$ US et d'une juste valeur de 746 M\$ US. Les titres de participation du compte de négociation d'une juste valeur de 2 M\$ US (1 M\$ US au 31 octobre 2009) émis par la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae) ont également été exclus.
- Exclut les billets sur actions et les billets sur le surplus obtenus en contrepartie du rachat de nos contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation avec un garant financier d'un montant nominal de référence de 261 M\$ US et d'une juste valeur de 19 M\$ US au 30 avril 2010.
- Le montant nominal de référence non utilisé des facilités de trésorerie et de crédit s'élevait à 295 M\$ US pour les billets liés à la Proposition de Montréal, à 97 M\$ US pour les fonds multisécuritaires de PCAC de tiers non soutenus par des banques, et à 26 M\$ US pour des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts.
- Juste valeur brute des contrats, qui était généralement nulle, ou presque nulle, au moment où ils ont été conclus.
- Les placements et les prêts comprennent des engagements de placement non capitalisés d'un montant nominal de référence de 193 M\$ US.
- Représentent des TAC flux groupés avec des titres privilégiés de fiducies donnés en garantie.
- La position non couverte nette dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des réductions de valeur, atteignait 439 M\$ US au 30 avril 2010 et comprend un montant de 372 M\$ US lié aux TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines, déduction faite des réductions de valeur.
- Incluaient une position estimative dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation de 91 M\$ US au 30 avril 2010.
- Incluaient des valeurs entreposées autres que des TAC hypothécaires à l'habitation d'un montant nominal de référence de 10 M\$ US et d'une juste valeur de néant.
- Sans objet.

Opération conclue avec Cerberus

En 2008, nous avons conclu une entente avec Cerberus afin d'obtenir une protection contre le risque de perte à l'égard de notre exposition aux TAC flux groupés liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation couverts et non couverts tout en conservant le potentiel d'appréciation lié à la reprise de valeur des titres sous-jacents. Au 30 avril 2010, le solde du capital et la juste valeur du billet à recours limité émis au cours de l'opération conclue avec Cerberus s'établissaient respectivement à 518 M\$ (510 M\$ US) et 365 M\$ (360 M\$ US). La juste valeur des positions sur des TAC flux groupés liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sous-jacents, aucune n'étant désormais couverte par des garants financiers, était de 443 M\$ (436 M\$ US) au 30 avril 2010. Au cours du trimestre, nous avons subi une perte de 49 M\$ (47 M\$ US) sur le billet à recours limité, dont des intérêts connexes.

Protection souscrite auprès de garants financiers

Le tableau ci-dessous présente par contrepartie le montant nominal de référence et la juste valeur de la protection liée aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation souscrite auprès des garants financiers et les actifs sous-jacents à cette protection. La juste valeur, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, est incluse dans les instruments dérivés présentés dans les autres actifs du bilan consolidé. En date du 30 avril 2010, nous ne détenions plus de protection liée aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et souscrite auprès de garants financiers (juste valeur, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, de 115 M\$ au 31 octobre 2009)

En millions de dollars US, au 30 avril 2010

Contrepartie	Montant nominal de référence des actifs sous-jacents autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation							Protection souscrite auprès des garants financiers			
	Standard & Poor's	Moody's Investors Services	Fitch Ratings ²	TAP flux groupés	Titres d'emprunt d'entreprises	TACHC	Divers	Total du montant nominal de référence	Juste valeur, avant le rajustement de l'évaluation du crédit	Rajustement de l'évaluation du crédit	Juste valeur, moins le rajustement de l'évaluation du crédit
I	BB+ ¹	B3 ¹	-	319 \$	- \$	777 \$ ³	140 \$	1 236 \$	658 \$	(307) \$	351 \$
II	R ⁴	Caa2 ⁴	-	583	-	-	464	1 047	187	(147)	40
III	- ²	- ²	-	684	-	-	118	802	83	(60)	23
IV	- ²	- ²	-	543	-	-	-	543	34	(27)	7
V	- ²	- ²	-	2 572	-	-	-	2 572	130	(31)	99
VI	BBB- ¹	Ba1	-	-	2 400 ³	-	-	2 400	46	(9)	37
VII	AAA ¹	Aa3 ¹	-	4 169	-	-	250	4 419	441	(79)	362
VIII	AAA ¹	Aa3 ¹	-	1 288	-	-	126	1 414	121	(24)	97
IX	BB- ¹	Ba1	-	75	-	-	374	449	155	(29)	126
Total, garants financiers				10 233 \$	2 400 \$	777 \$	1 472 \$	14 882 \$	1 855 \$	(713) \$	1 142 \$
31 octobre 2009				13 292 \$	6 959 \$	777 \$	2 132 \$	23 160 \$	2 880 \$	(1 591) \$	1 289 \$

1) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'une perspective négative.

2) Cote retirée ou qui n'est plus notée.

3) Comprend des protections non appariées souscrites de 1,6 G\$ US et de 775 M\$ US respectivement pour les titres de créance d'entreprise et les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC).

4) Sous surveillance.

Une charge totale de 330 M\$ (323 M\$ US) au titre des rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des garants financiers a été constatée pour le trimestre considéré. Nous avons comptabilisé séparément une perte nette de 106 M\$ (104 M\$ US) au cours du trimestre, par suite de la résiliation de contrats avec des garants financiers.

Au 30 avril 2010, les rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des contrats de dérivés de crédit conclus avec des garants financiers ont atteint 724 M\$ (713 M\$ US) (2,2 G\$ au 31 octobre 2009 [2,0 G\$ US]), et la juste valeur des contrats de dérivés de crédit conclus avec des garants financiers, déduction faite des rajustements de l'évaluation

du crédit, a atteint 1,2 G\$ (1,1 G\$ US) (1,5 G\$ au 31 octobre 2009 [1,4 G\$ US]). D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction du rendement des actifs sous-jacents et de celui des garants financiers.

En outre, nos portefeuilles d'activités en voie de liquidation comportent également des prêts et des titres décomposés par tranche qui sont en partie directement garantis par les garants financiers ou par des obligations garanties par les garants financiers. Au 30 avril 2010, ces positions étaient productives et la garantie fournie par les garants financiers totalisait environ 70 M\$ (69 M\$ US) (75 M\$ (69 M\$ US) au 31 octobre 2009).

Le tableau suivant présente des données et une description supplémentaires des actifs de référence sous-jacents liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sous-jacents à la protection souscrite auprès de garants financiers.

En millions de dollars US, au 30 avril 2010

	Montant nominal de référence	Juste valeur de la protection souscrite	Total des tranches ¹	Montant nominal de référence/tranche		Juste valeur/tranche		Durée moyenne pondérée (en années) ^{2,3}	Actifs sous-jacents de qualité supérieure	Subordination/rattachement ⁴		Détachement ⁵	
				Haut	Bas	Haut	Bas			Moyenne	Fourchette	Moyenne	Fourchette
Couverts													
TAP flux groupés (y compris les prêts)	10 233 \$	577 \$	70 \$	353 \$	18 \$	22 \$	1 \$	3,5	2 %	32 %	24-67 %	98 %	50-100 %
Titres d'emprunt d'entreprises	800	27	1	800	800	27	27	3,6	49 %	15 %	15 %	30 %	30 %
Divers													
Titres privilégiés de fiducies (y compris les prêts)	539	203	9	91	33	41	8	12,3	s.o.	50 %	45-57 %	100 %	100 %
Autres que des TAC hypothécaires à l'habitation américains	139	68	2	119	20	59	10	2,9	s.o.	53 %	53 %	100 %	100 %
Divers	796	392	5	251	80	188	-	5,1	s.o.	23 %	0-53 %	100 %	100 %
Non appariés													
Titres d'emprunt d'entreprises	1 600	18	2	800	800	16	9	3,1	68 %	17 %	15-18 %	32 %	30-33 %
TACHC américains	775	570	2	453	323	308	263	4,7	12 %	44 %	43-46 %	100 %	100 %
Total	14 882 \$	1 855 \$	91 \$	2 867 \$	2 074 \$	661 \$	318 \$						

- 1) Une tranche constitue une partie des titres offerts dans le cadre d'une même opération dont l'actif sous-jacent peut être un seul actif, un groupe d'actifs, un indice ou une autre tranche. La valeur de la tranche dépend de la valeur de l'actif sous-jacent, de la subordination et de la structure propre à la transaction, notamment les tests et les déclencheurs.
 - 2) La durée de vie moyenne pondérée des positions est influencée par les hypothèses formulées sur les garanties, sur les reports d'intérêts et les défaillances de paiement d'intérêts, et sur les paiements anticipés, et pour les TAC flux groupés de fiducie, également par les possibilités de succès d'enchères futures. Ces hypothèses et la durée de vie moyenne pondérée qui en découle, particulièrement dans le cas des TAC flux groupés de titres de fiducie, peuvent varier considérablement d'une période à l'autre.
 - 3) La durée de vie moyenne pondérée de notre tranche sera généralement plus courte que celle des actifs sous-jacents donnés en garantie pour un ou plusieurs motifs de l'utilisation des flux de trésorerie découlant des remboursements et des recouvrements des défaillances pour rembourser notre tranche.
 - 4) Les points de rattachement et de subordination correspondent au niveau de pertes qui peuvent être subies par les actifs donnés en garantie sous-jacents aux actifs de référence sans que ces pertes influent sur les tranches présentées ci-dessus.
 - 5) Les points de détachement correspondent aux pertes subies par les actifs donnés en garantie sous-jacents aux actifs de référence à partir desquelles toute perte additionnelle n'a plus d'incidence sur les tranches présentées ci-dessus.
- s.o. Sans objet.

Positions couvertes

TAP flux groupés

Les actifs sous-jacents des TAP flux groupés couverts sont composés de 70 tranches. Au 30 avril 2010, environ 15 % du montant nominal de référence total des tranches de TAP flux groupés avaient une cote équivalente à AAA, les cotes de 70 % d'entre eux sont équivalentes aux cotes entre AA+ et AA- et le reste, aux cotes entre A+ et A-. Les cotes d'environ 17 % des actifs donnés en garantie sous-jacents étaient équivalentes à BB- ou plus, les cotes d'environ 60% étaient équivalentes aux cotes entre B+ et B-, les cotes d'environ 13% étaient équivalentes à la cote CCC+ ou moins, et le reste des actifs étaient sans cote en date du 30 avril 2010. Les actifs donnés en garantie comprennent des actifs d'un large éventail de secteurs, et sont surtout concentrés dans le secteur des services (personnels et alimentaires) (21 %), le secteur de la diffusion, de l'édition et des télécommunications (19 %) et le secteur manufacturier (12 %). Seulement 3 % des actifs se trouvent dans le secteur de l'immobilier. L'exposition aux titres américains et aux titres européens représente respectivement 69 % et 26 % des actifs.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les actifs sous-jacents des titres d'emprunt d'entreprises couverts comprennent une tranche de TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se reporte à des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises américains (63 %) et européens (20 %) de divers secteurs, notamment le secteur manufacturier (28 %), le secteur des

institutions financières (16 %), le secteur des télécommunications et de la câblodiffusion (11 %) et le secteur de la vente au détail et de la vente en gros (3 %). Au 30 avril 2010, environ 10 % du total des titres d'emprunt d'entreprise sous-jacents d'un montant nominal de référence de 800 M\$ US étaient assortis d'une cote équivalente à A- ou plus, 39 % étaient assortis d'une cote équivalente à une cote entre BBB- et BBB+, et les autres, d'une cote équivalente à BB+ ou moins.

Divers

Les autres positions couvertes comprennent les TAC flux groupés ayant des titres privilégiés de fiducies donnés en garantie, qui sont des instruments de fonds propres de première catégorie novateurs émis par des banques régionales américaines et des assureurs américains, des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation non américains (notamment des prêts hypothécaires à l'habitation européens) et d'autres actifs, y compris les tranches de TAC flux groupés, les créances afférentes liées au domaine du cinéma et les TACHC.

Positions non appariées

Titres d'emprunt d'entreprises

Les actifs sous-jacents des titres d'emprunt d'entreprises non appariés comprennent deux tranches de TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se reportent à des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises américains (55 %) et européens (32 %) de divers secteurs, notamment le secteur manufacturier (30 %), le secteur des

institutions financières (7 %), le secteur des télécommunications et de la câblodiffusion (14 %) et le secteur de la vente au détail et de la vente en gros (10 %). Une tranche d'environ 22 % des titres d'emprunt d'entreprises sous-jacents non appariés d'un montant nominal de référence de 1,6 G\$ US avait une cote équivalente à A- ou plus, une tranche de 46 % avait une cote équivalente aux cotes entre BBB+ et BBB-, une tranche de 22 % avait une cote équivalente à BB+ ou moins, et la tranche restante était non cotée, au 30 avril 2010.

TACHC américains

Les deux tranches synthétiques renvoient aux portefeuilles de TACHC non appariés adossés à des blocs de prêts hypothécaires immobiliers commerciaux situés surtout aux États-Unis. Une tranche d'environ 12 % des actifs sous-jacents avait une cote équivalente aux cotes entre BBB et BBB-, une tranche de 9 % avait une cote équivalente aux cotes entre BB+ et BB-, une tranche de 30 % avait une cote équivalente aux cotes entre B+ et B-, et le reste avait une cote équivalente à CCC+ ou moins, au 30 avril 2010.

Protection souscrite auprès d'autres contreparties

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs avant le rajustement de l'évaluation du crédit de 6 M\$ US (8 M\$ US au 31 octobre 2009) des dérivés de crédit souscrits auprès de contreparties autres que les garants financiers, à l'exclusion des dérivés de crédit souscrits non appariés :

En millions de dollars US, au	Valeurs liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Valeurs liées aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Total			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence		Juste valeur	
					30 avril 2010	31 octobre 2009	30 avril 2010	31 octobre 2009
Institutions financières non bancaires	402 \$	397 \$	51 \$	3 \$	453 \$	437 \$	400 \$	350 \$
Banques	-	-	769	63	769	862	63	86
Fonds multicédants canadiens	-	-	7 463	209	7 463	7 166	209	245
Divers	-	-	2	-	2	2	-	-
Total	402 \$	397 \$	8 285 \$	275 \$	8 687 \$	8 467 \$	672 \$	681 \$

La contrepartie autre qu'un garant financier couvrant nos positions dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation est une importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle la CIBC a conclu des ententes de garantie standard. Parmi les autres contreparties qui couvrent le risque lié aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, environ 99 % ont une cote de crédit interne correspondant à une cote de première qualité.

Les actifs sous-jacents de la position couverte par des contreparties autres que les garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US, au 30 avril 2010	Valeurs liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Valeurs liées aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation			Total
	Montant nominal de référence		Montant nominal de référence			
	TAC flux groupés ¹	TAP flux groupés ²	Titres d'emprunt d'entreprises	Divers ³		
Institutions financières non bancaires	402 \$	- \$	- \$	51 \$		51 \$
Banques	-	451	-	318		769
Fonds multicédants canadiens	-	-	7 463	-		7 463
Divers	-	-	-	2		2
Total	402 \$	451 \$	7 463 \$	371 \$		8 285 \$

- Le montant de 402 M\$ US représente les TAC flux groupés super prioritaires dont environ 67 % sont des TAC hypothécaires à l'habitation à risque, 4 %, des TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, 15 %, des TAC flux groupés de TACM et 15%, des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les TAC hypothécaires à l'habitation à risque et les TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A ont tous été émis avant 2006.
- Tous les actifs sous-jacents sont de qualité inférieure. Les positions nord-américaines représentent 10 % des actifs et les positions européennes, 90 %. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services (32 %), le secteur manufacturier (14 %) et les secteurs de la diffusion et des communications (17 %), alors que seulement 4 % des actifs appartiennent au secteur de l'immobilier.
- Les actifs sous-jacents sont composés à environ 76 % d'actifs de première qualité ou sont assortis d'une cote équivalente selon des notations internes, la majorité des positions étant aux États-Unis et en Europe. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services bancaires et des institutions financières, les secteurs de la fabrication, de la diffusion, de l'édition et des télécommunications, et environ 5 % des actifs sont du secteur de l'immobilier.

Fonds multicédants canadiens

Nous avons souscrit une protection de dérivés de crédit auprès de fonds multicédants canadiens et généré des revenus en cédant cette protection à des tiers. Les portefeuilles de référence sont constitués d'indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de

sociétés. Ces fonds multicédants respectent leurs ententes quant aux garanties données et ont consenti des garanties d'un montant supérieur au risque de marché courant. Great North Trust, soutenue par la CIBC et l'autre contrepartie aux fonds multicédants, soit MAV I, était partie à la Proposition de Montréal.

En millions de dollars US, au 30 avril 2010	Actifs sous-jacents	Montant nominal de référence ¹	Évaluation à la valeur du marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit)	Montant nominal de référence des biens donnés en garantie ²
Great North Trust	Indice de crédit des entreprises, qualité supérieure ³	4 865 \$	178 \$	295 \$
MAV I	160 entreprises de qualité supérieure ⁴	2 598	31	339
Total		7 463 \$	209 \$	634 \$

1) Ces positions ont une échéance allant de trois à sept ans.

2) Comprend les billets de première qualité émis par des fonds multicédants soutenus par des tiers, les billets à taux variables des sociétés, les acceptations bancaires et les engagements en matière de financement. La juste valeur des garanties au 30 avril 2010 s'établissait à 640 M\$ US (571 M\$ US au 31 octobre 2009).

3) Portefeuille statique de 126 sociétés nord-américaines de référence, qui ont obtenu une cote de première qualité à la date de création de l'indice. Parmi ces sociétés, 78,6 % ont une cote d'au moins BBB-. Toutes sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 1,6 % du portefeuille. Une tranche de 4 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point d'attache initial se situe à 30 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.

4) Le portefeuille sous-jacent est constitué d'un portefeuille statique de 160 sociétés de référence, dont 91 % étaient des sociétés de qualité supérieure à la date de l'opération. Parmi ces sociétés, 81,9 % ont actuellement une cote d'au moins BBB- (première qualité). Parmi ces entités, 57,5 % sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 2,5 % du portefeuille. Une tranche de 1,9 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point d'attache initial se situe à 20 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.

Positions non couvertes dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Notre position résiduelle non couverte nette (à l'exclusion de la protection de Cerberus susmentionnée) dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des réductions de valeur, atteignait 446 M\$ (439 M\$ US) au 30 avril 2010. Une tranche de 378 M\$ (372 M\$ US) de la position non couverte nette est liée aux TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines.

Positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Nos positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sont principalement réparties entre les catégories suivantes : des TAP flux groupés, des titres d'emprunt d'entreprises, des billets liés à la Proposition de Montréal, des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques et d'autres titres.

TAP flux groupés

Nos TAP flux groupés non couverts, y compris les titres classés comme prêts, d'un montant nominal de référence de 1,2 G\$ (1,2 G\$ US), étaient principalement des tranches pour la plupart assorties de cotes équivalentes ou supérieures à AA+ au 30 avril 2010 et étaient surtout adossés à des blocs diversifiés de prêts américains et européens à effet de levier garantis prioritaires.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les positions non couvertes dans des titres d'emprunt d'entreprises, dont le montant nominal de référence s'établit à 174 M\$ (171 M\$ US), sont constituées à environ 64 % de titres canadiens, à 12 % de titres européens et à 24 % de titres d'autres pays.

Billets liés à la Proposition de Montréal

En date du 30 avril 2010, nous détenions des billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 portant intérêt à un taux variable et divers billets reflet d'une juste valeur combinée de 209 M\$, et d'un montant nominal de référence restant de 386 M\$ qui avait été reçu au départ en échange de notre PCAC non soutenu par des banques en janvier 2009 au moment de la ratification de la restructuration de la Proposition de Montréal. Les billets doivent arriver à échéance en décembre 2016 et sont adossés à des titres à revenu fixe, à des créances titrisées conventionnelles, à des TAC flux groupés et à des swaps sur défaillance super prioritaires dans des entreprises de qualité supérieure. Les actifs sous-jacents exposés au marché américain des prêts hypothécaires à risque ont été isolés et sont liés particulièrement à des billets reflet d'un montant nominal de référence de 92 M\$ et d'une juste valeur de 9 M\$ au 30 avril 2010.

Nous avons fourni une facilité de financement sur marge inutilisée de 300 M\$ qui sera utilisée si les conditions modifiées relatives aux déclencheurs d'appel de garantie des dérivés de crédit connexes n'étaient pas respectées et que les nouvelles fiducies créées conformément au plan de restructuration ne disposaient pas de suffisamment d'actifs pour satisfaire aux demandes de garantie. Dans le cas où la facilité de prêt était entièrement utilisée et que d'autres

garanties étaient exigées, en raison du non-respect des conditions relatives à d'autres déclencheurs d'appel de garantie, nous ne serions pas tenus de financer d'autres garanties, bien que cela pourrait se traduire éventuellement par la perte de notre prêt de 300 M\$.

Au cours du premier trimestre, nous sommes parvenus à un règlement avec la CVMO au sujet de notre participation sur le marché du PCAC. Notre perte totale pour les deux premiers trimestres découlant du règlement, des rajustements de valeur et des cessions s'est établie à 25 M\$.

Fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques

Nous avons fourni des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques. Au 30 avril 2010, un montant de 180 M\$ (177 M\$ US) sur ces facilités était engagé, principalement lié à des TAC flux groupés américains. Au 30 avril 2010, un montant de 81 M\$ (80 M\$ US) sur ces facilités était utilisé. Une tranche de 27 M\$ (27 M\$ US) des facilités inutilisées était assujettie aux ententes sur les facilités de trésorerie en vertu desquelles les fonds multicédants conservent leur droit de rendre leurs actifs à la CIBC à la valeur nominale. Les actifs sous-jacents de ces TAC flux groupés américains sont assortis d'échéances allant de un an à huit ans.

Divers

Nos autres positions non couvertes, dont le montant nominal de référence s'établit à 533 M\$ (525 M\$ US), consistent en des facilités de crédit de 149 M\$ (147 M\$ US) (dont 121 M\$ US utilisés et 26 M\$ US inutilisés) fournies à des structures d'accueil avec des droits cinématographiques à recevoir (26 %), des gains de loterie à recevoir (22 %) et des prêts hypothécaires américains assortis d'une clause d'extinction (51 %).

La tranche restante de 384 M\$ (378 M\$ US) représente surtout la protection sur les portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises à rendement élevé vendue et les billets indexés en fonction de l'inflation, dont une tranche de 72 % était assortie d'une cote équivalente à AA- ou

plus, une tranche de 16 %, d'une cote équivalente aux cotes entre A+ et A-, et la tranche restante était assortie d'une cote équivalente à BB+.

Les autres positions non couvertes classées comme des prêts, dont le montant nominal de référence s'établit à 276 M\$ (272 M\$ US), représentent surtout des titres adossés à des créances mobilières et des titres d'emprunt d'entreprises de première qualité.

Financement à effet de levier en Europe

Nous avons fourni du financement à effet de levier à des clients présentant un risque élevé afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration. De façon générale, nous avons monté le crédit financier à effet de levier et syndiqué la majorité des prêts, activités pour lesquelles nous touchons des honoraires tout au long du processus.

Nous avons arrêté d'entreprendre de nouvelles activités de financement à effet de levier en Europe en 2008.

De même que pour les activités de crédit structuré en voie de liquidation, le risque inhérent à nos activités de financement à effet de levier en Europe en voie d'être liquidées est surveillé par une équipe axée sur la gestion proactive de l'ensemble des comptes du portefeuille. Au 30 avril 2010, nous avons utilisé des prêts à effet de levier de 728 M\$ (894 M\$ au 31 octobre 2009), ainsi que des lettres de crédit et des engagements non capitalisés de 165 M\$ (162 M\$ au 31 octobre 2009). Les montants utilisés et inutilisés comprennent des prêts non douteux d'un montant nominal de référence respectivement de 153 M\$ et 31 M\$, liés à certaines facilités restructurées au cours des trimestres précédents. Des prêts utilisés de 38 M\$ (99 M\$ au 31 octobre 2009) liés aux facilités restructurées étaient considérés comme douteux et ont fait l'objet d'une provision de 11 M\$ au 30 avril 2010 (60 M\$ au 31 octobre 2009). En outre, des prêts non douteux et des engagements d'une valeur nominale de 419 M\$ étaient sur la liste de surveillance au 30 avril 2010.

Nos positions par secteur dans des prêts à effet de levier européens (déduction faite des réductions de valeur et de la provision pour pertes sur créances) sont présentées ci-dessous :

En millions de dollars, au 30 avril 2010	Montants utilisés	Montants inutilisés
Édition et impression	33 \$	9 \$
Télécommunications	12	13
Secteur manufacturier	220	68
Services aux entreprises	15	15
Matériel informatique et logiciels	210	20
Transport	11	11
Négociation en gros	206	29
Services publics	10	-
Total	717 \$	165 \$
31 octobre 2009	834 \$	162 \$

AUTRES ACTIVITÉS CHOISIES

Conformément aux recommandations du Financial Stability Forum, cette section donne des précisions sur d'autres activités choisies.

Activités de titrisation

Nos activités de titrisation offrent à nos clients un accès à du financement sur le marché des titres de créance. Nous soutenons plusieurs fonds multicédants au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du PCAC aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Nous procurons généralement aux fonds multicédants des facilités de garantie de liquidité pour papier commercial et des services de distribution de titres, de comptabilité, de gestion des liquidités et d'autres services financiers.

Au 30 avril 2010, nous détenons des titres de PCAC totalisant 10 M\$ (487 M\$ au 31 octobre 2009) émis par les

fonds multicédants non consolidés que nous soutenons qui offrent des titres de PCAC à des investisseurs externes, et les facilités de garantie de liquidité consenties à ces fonds multicédants s'élevaient à 3,0 G\$ (4,0 G\$ au 31 octobre 2009). Nous avons également procuré des facilités de crédit de 40 M\$ (50 M\$ au 31 octobre 2009) et des acceptations bancaires de 72 M\$ (69 M\$ au 31 octobre 2009) à ces fonds multicédants au 30 avril 2010.

Le tableau suivant présente les actifs sous-jacents donnés en garantie et l'échéance moyenne de chaque type d'actif détenu dans ces fonds multicédants.

En millions de dollars, au 30 avril 2010	Montant ¹	Durée estimative moyenne pondérée (en années)
Catégorie d'actif		
Prêts hypothécaires à l'habitation canadiens	764 \$	1,4
Location de véhicules	299	0,7
Prêts aux franchises	458	0,8
Prêts automobiles	9	0,2
Carte de crédit	975	2,8 ²
Locations de matériel et prêts pour le matériel	71	1,0
Divers	4	0,5
Total	2 580 \$	1,7
31 octobre 2009	3 612 \$	1,7

1) La facilité de garantie engagée au titre de ces actifs correspond aux montants présentés dans le tableau, à l'exclusion des prêts aux franchises pour lesquels la facilité atteignait 750 M\$.

2) Sur la base de la période de renouvellement et de la période d'amortissement considérées pour l'opération.

Les billets à court terme émis par les fonds multicédants sont adossés aux actifs susmentionnés. Ces actifs ont dégagé une performance conforme aux critères qu'ils sont tenus de remplir pour conserver la cote de crédit des billets émis par les fonds multicédants.

Nous avons également conclu une facilité consortiale pour un engagement de 364 jours de 475 M\$ avec un fonds monocédant soutenu par la CIBC qui fournit du financement à des franchisés d'un important détaillant canadien. La tranche de notre engagement s'élève à 95 M\$. Au 30 avril 2010, nous avons financé 72 M\$ (69 M\$ au 31 octobre 2009) au moyen de l'émission d'acceptations bancaires.

Nous avons aussi titrisé nos prêts hypothécaires et nos créances sur cartes de crédit. D'autres renseignements sur les opérations consolidées liées à la titrisation et aux entités à détenteurs de droits variables effectuées au cours du trimestre figurent à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Financement immobilier aux États-Unis

Dans notre segment de financement immobilier aux États-Unis, nous exploitons une plateforme de services complets qui assure le montage des prêts hypothécaires commerciaux à des clients du marché intermédiaire, et ce, en vertu de trois programmes. Le programme de prêts à la construction offre un taux de financement variable sur les propriétés en construction. Le programme de crédit-relais offre des taux de financement fixes et variables sur les propriétés qui sont entièrement louées ou dont une partie reste encore à louer ou à rénover. Ces programmes fournissent la matière pour le programme de prêts à taux fixe permanent du groupe et sont généralement assortis d'une échéance moyenne allant de un an à trois ans.

Après la phase de construction et la phase de crédit-relais et une fois que les biens sont productifs, nous offrons aux emprunteurs du financement à taux fixe dans le cadre du programme permanent (généralement assorti d'une échéance de 10 ans). Le segment a aussi des capacités de négociation et de distribution de TACHC.

Au 30 avril 2010, nous détenions des TACHC d'un montant nominal de référence de 9 M\$ (9 M\$ US) et d'une juste valeur de moins de 1 M\$ (1 M\$ US) (moins de 1 M\$ [1 M\$ US] au 31 octobre 2009). Au 30 avril 2010, 352 M\$ (346 M\$ US) (279 M\$ [257 M\$ US] au 31 octobre 2009) de prêts financés étaient considérés comme douteux, et 131 M\$ (129 M\$ US) de prêts et 2 M\$ (2 M\$ US)

d'engagements non utilisés étaient ajoutés à la liste de surveillance. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 29 M\$ (28 M\$ US).

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos positions dans ce segment :

En millions de dollars US, au 30 avril 2010	Montants utilisés	Montants inutilisés
Programme de prêt à la construction	123 \$	31 \$
Programme de crédit-relais	2 005	208
Total	2 128 \$	239 \$
31 octobre 2009	2 209 \$	236 \$

Financement à effet de levier aux États-Unis

Nous avons vendu nos activités de financement à effet de levier aux États-Unis au moment de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer) au cours de l'exercice 2008. Aux termes de l'opération, nous avons conservé les prêts à effet de levier existants au moment de la vente. Ces prêts seront gérés jusqu'à leur échéance. En outre, aux termes de notre entente actuelle avec Oppenheimer, nous avons accepté de fournir une facilité de crédit sur créances hypothécaires entreposées d'un maximum de 2 G\$ (2 G\$ US) pour financer et maintenir des prêts syndiqués établis pour les sociétés du marché intermédiaire américain par Oppenheimer. La prise ferme de prêts pour les inclure dans

cette facilité est assujettie à l'approbation conjointe du crédit par Oppenheimer et la CIBC. Les positions de nos prêts à effet de levier aux États-Unis, y compris les prêts montés par Oppenheimer (déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 26 M\$ [26 M\$ US] au 30 avril 2010) sont résumées dans le tableau qui suit. Au 30 avril 2010, nous avons des prêts douteux nets de 16 M\$ (16 M\$ US), et des prêts de 120 M\$ (118 M\$ US) et des engagements inutilisés de 20 M\$ (20 M\$ US) figurant sur la liste de surveillance. Aucune dotation à la provision pour pertes sur créances n'a été constatée au cours du trimestre.

En millions de dollars US, au 30 avril 2010	Montants utilisés	Montants inutilisés ¹
Transport	106 \$	63 \$
Loisirs et hébergement	66	49
Soins de la santé	72	151
Médias et publicité	22	17
Secteur manufacturier	26	123
Divers	38	94
Total	330 \$	497 \$
31 octobre 2009	370 \$	575 \$

1) Comprennent les lettres de crédit non capitalisées de 47 M\$ US (36 M\$ US au 31 octobre 2009).

MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Marchés de détail CIBC englobe les services bancaires personnels, les services bancaires aux entreprises et les activités de gestion des avoirs de la CIBC. Nous offrons une gamme complète de produits et services financiers à près de 11 millions de clients au Canada, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels à Hong Kong, à Singapour et dans les Caraïbes. En outre, nous offrons une gamme complète de services financiers à des clients situés dans plus de 17 marchés régionaux des Caraïbes par l'entremise de FirstCaribbean International Bank.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009 ²	30 avril 2010	30 avril 2009 ²
Revenus					
Services bancaires personnels	1 554 \$	1 601 \$	1 398 \$	3 155 \$	2 852 \$
Services bancaires aux entreprises	324	331	301	655	616
Gestion des avoirs	345	346	297	691	620
FirstCaribbean	165	157	204	322	384
Divers	(54)	(33)	23	(87)	126
Total des revenus (a)	2 334	2 402	2 223	4 736	4 598
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334	365	325	699	603
Frais autres que d'intérêts (b)	1 330	1 314	1 289	2 644	2 580
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	670	723	609	1 393	1 415
Charge d'impôts	178	189	170	367	394
Participations ne donnant pas le contrôle	5	5	5	10	10
Bénéfice net (c)	487 \$	529 \$	434 \$	1 016 \$	1 011 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	57,0 %	54,7 %	58,0 %	55,8 %	56,1 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	7 \$	7 \$	9 \$	14 \$	17 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) ³ ((b-d)/a)	56,7 %	54,4 %	57,6 %	55,5 %	55,7 %
RCP ³	38,3 %	42,3 %	35,8 %	40,3 %	40,9 %
Montant au titre du capital économique ³ (e)	(176) \$	(173) \$	(165) \$	(349) \$	(333) \$
Bénéfice économique ³ (c+e)	311 \$	356 \$	269 \$	667 \$	678 \$
Équivalents temps plein	28 944	28 933	29 235	28 944	29 235

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Les informations de périodes antérieures ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation de la période considérée.

3) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net du trimestre s'est établi à 487 M\$, en hausse de 53 M\$, ou 12 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus se sont améliorés de 5 % par suite de l'augmentation des honoraires et des commissions, de l'élargissement des marges et de la solide croissance des volumes, ces facteurs ayant été contrebalancés partiellement par le repli des revenus de trésorerie répartis et par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur les résultats de FirstCaribbean. Les dépenses ont grimpé, la rémunération liée au rendement ayant été plus élevée.

Le fléchissement de 42 M\$, ou 8 %, du bénéfice net par rapport au trimestre précédent s'explique par la diminution des revenus attribuable essentiellement au fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Le bénéfice net de 1 016 M\$ pour le semestre terminé le 30 avril 2010 se comparait au bénéfice net de la période correspondante de 2009. La progression de 3 % des revenus découlait de l'élargissement des marges, de la croissance des volumes et de l'augmentation des honoraires et des commissions, contrebalancés en partie par le repli des revenus de trésorerie répartis et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les

résultats de FirstCaribbean. Cette progression a été annulée par la dotation à la provision pour pertes sur créances plus importante et par les dépenses accrues.

Revenus

Les revenus se sont appréciés de 111 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont connu une hausse de 156 M\$, ou 11 %, sous l'effet de l'accroissement des marges et de l'amélioration solide des volumes pour la plupart des produits.

Les revenus de Services bancaires aux entreprises ont grimpé de 23 M\$, ou 8 %, en raison de la hausse des honoraires du Groupe Entreprises.

La majoration de la valeur des actifs engendrée par les conditions du marché a fait progresser de 48 M\$, ou 16 %, les revenus de Gestion des avoirs.

Les revenus de FirstCaribbean ont reculé de 39 M\$, ou 19 %, à cause surtout de l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les revenus du segment Divers ont chuté de 77 M\$ par suite de la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus ont reculé de 68 M\$ en regard du trimestre précédent.

La baisse de 47 M\$ des revenus de Services bancaires personnels, imputable principalement au fait que le trimestre comptait trois jours de moins et à la diminution des honoraires, a été neutralisée en partie par la hausse des frais liés aux pénalités de remboursement anticipé des prêts hypothécaires.

Les revenus de Services bancaires personnels ont reculé de 7 M\$ en raison surtout du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Les revenus de FirstCaribbean ont augmenté de 8 M\$, augmentation attribuable essentiellement à des gains sur les valeurs plus importants partiellement contrebalancés par des revenus tirés des honoraires moins considérables, un dollar canadien plus vigoureux et du fait que le trimestre comptait trois jours de moins.

Les revenus du segment Divers se sont repliés de 21 M\$ par suite de la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, les revenus ont augmenté de 138 M\$, ou 3%, en regard de la même période en 2009.

Services bancaires personnels a vu ses revenus grimper de 303 M\$, ou 11 %, surtout sous l'effet de l'élargissement des marges et de l'amélioration solide des volumes pour la plupart des produits.

Services bancaires aux entreprises a enregistré des revenus en hausse de 39 M \$, ou 6 %, la progression des honoraires du Groupe Entreprises se trouvant en partie annulée par les marges moins élevées.

Gestion des avoirs a pour sa part vu ses revenus s'améliorer de 71 M\$, ou 11 %, grâce à la majoration de la valeur des actifs engendrée par les conditions du marché et à la hausse des volumes d'opérations, qui ont été partiellement annulées par le rétrécissement des marges.

Les revenus de FirstCaribbean ont diminué de 62 M\$, ou 16 %, ce qui s'explique principalement par l'appréciation du dollar canadien, la baisse des volumes et les revenus de trésorerie répartis moins élevés, en partie contrebalancés par des gains plus considérables sur les valeurs mobilières.

Les revenus du segment Divers se sont affaiblis de 213 M\$, les revenus de trésorerie répartis ayant été plus bas.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

L'augmentation de 9 M\$, ou 3 %, de la dotation à la provision pour pertes sur créances par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est liée à la hausse de la dotation à la provision du portefeuille du Groupe Entreprises, annulée en partie par la baisse de la dotation aux provisions du portefeuille de crédit personnel et de FirstCaribbean.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fondu de 31 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre

précédent, surtout à cause de la réduction de la dotation à la provision pour les portefeuilles de cartes de crédit, de FirstCaribbean et de crédit personnel, compensée en partie par la montée de la dotation à la provision pour le portefeuille du Groupe Entreprises.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 96 M\$, ou 16 %, en regard du semestre correspondant de 2009, en raison surtout de l'amélioration des portefeuilles de cartes et du Groupe Entreprises.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 41 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation découlait avant tout de la hausse de la rémunération liée au rendement.

Par rapport au trimestre précédent, les frais autres que d'intérêts ont progressé de 16 M\$, ou 1 %, ce qui s'explique principalement par la montée des coûts de soutien et la hausse saisonnière des frais de communication, contrebalancées partiellement par les pertes d'exploitation moins élevées.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2010 se sont accrus de 64 M\$, ou 2 %, comparativement à la même période en 2009, essentiellement à cause de l'amélioration de la rémunération liée au rendement.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont monté de 8 M\$ en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison d'une augmentation des revenus, annulée en partie par une baisse du taux d'imposition réel.

Ils ont reculé de 11 M\$ en comparaison du trimestre précédent, les revenus ayant diminué.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, les impôts sur les bénéfices ont affiché une baisse de 27 M\$ par rapport à la période précédente, baisse attribuable principalement aux revenus plus bas et à un taux d'imposition réel plus faible.

SERVICES BANCAIRES DE GROS

Les **services bancaires de gros** offrent un large éventail de produits des marchés financiers, de produits de crédit, des services bancaires d'investissement, des Services de banque d'affaires et des services de recherche aux gouvernements, aux clients institutionnels, aux grandes entreprises et aux particuliers au Canada et sur les principaux marchés dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009 ²	30 avril 2010	30 avril 2009 ²
Revenus (BIE) ³					
Marchés financiers	275 \$	277 \$	336 \$	552 \$	668 \$
Services financiers aux entreprises et de banque d'investissement	132	212	211	344	382
Divers	149	132	(746)	281	(1 564)
Total des revenus (BIE) ³ (a)	556	621	(199)	1 177	(514)
Rajustement selon la BIE	8	8	14	16	29
Total des revenus (b)	548	613	(213)	1 161	(543)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	27	24	18	51	7
Frais autres que d'intérêts (c)	244	318	262	562	543
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	277	271	(493)	548	(1 093)
Charge (économie) d'impôts	87	76	(148)	163	(371)
Participations ne donnant pas le contrôle	1	11	-	12	-
Bénéfice net (perte nette) (d)	189 \$	184 \$	(345) \$	373 \$	(722) \$
Coefficient d'efficacité (c/b)	44,5 %	52,0 %	négl.	48,4 %	négl.
Amortissement des autres actifs incorporels (e)	- \$	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE) ³ ((c-e)/a)	43,9 %	51,2 %	négl.	47,7 %	négl.
RCP ³	43,3 %	35,7 %	(54,5) %	39,2 %	(55,3) %
Montant au titre du capital économique ³ (f)	(61) \$	(71) \$	(93) \$	(132) \$	(188) \$
Bénéfice (perte) économique ³ (d+f)	128 \$	113 \$	(438) \$	241 \$	(910) \$
Équivalents temps plein	1 068	1 050	1 098	1 068	1 098

- 1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.
 2) Les informations de périodes antérieures ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation de la période considérée.
 3) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.
 négl. Négligeable

Aperçu financier

Le bénéfice net du trimestre considéré s'est établi à 189 M\$, contre une perte nette de 345 M\$ pour le trimestre correspondant il y a un an, ce qui s'explique principalement par les gains réalisés dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation et des services inactifs de Banque d'affaires comparativement aux pertes subies au deuxième trimestre de l'exercice précédent, par l'atténuation des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des couvertures de prêts aux entreprises et par la diminution des pertes dans les autres portefeuilles en voie de liquidation. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la décreue des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement et des revenus tirés des marchés des titres de créance.

L'amélioration de 5 M\$ du bénéfice net en regard du trimestre précédent découlait surtout des frais autres que d'intérêts plus bas, contrebalancés en partie par les revenus moins élevés.

Pour les six mois terminés le 30 avril 2010, le bénéfice net a atteint 373 M\$, en comparaison d'une perte nette de 722 M\$ pour le semestre correspondant de 2009, compte tenu que les activités de crédit structuré en voie de

liquidation et des services inactifs de Banque d'affaires ont affiché des gains, alors qu'elles avaient subi des pertes au premier semestre de 2009. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par la baisse des revenus tirés des marchés des titres de créance et des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement.

Revenus

Les revenus ont grimpé de 761 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des Marchés financiers ont fléchi de 61 M\$, étant donné que les revenus tirés des dérivés mondiaux et du risque stratégique ont été plus faibles et que les nouvelles émissions d'actions ont été moins nombreuses.

Le repli de 79 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement résulte surtout de la baisse des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis, des services bancaires d'investissement, des produits de crédit aux entreprises et du portefeuille de base de Banque d'affaires.

Les revenus du segment Divers ont connu une hausse de 895 M\$, qui s'explique par les gains réalisés dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation en comparaison des pertes subies au même trimestre de l'exercice précédent et par la réduction des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des couvertures de prêts aux entreprises.

Les revenus ont reculé de 65 M\$ en regard du trimestre précédent.

La diminution de 2 M\$ des revenus de Marchés financiers résulte essentiellement du nombre moins important de nouvelles émissions d'actions, compensé en partie par les revenus plus élevés tirés des titres à revenu fixe.

La baisse du nombre de nouvelles émissions d'actions et des activités de fusions et acquisitions, les gains plus faibles, déduction faite des baisses de valeur, du portefeuille de base de Banque d'affaires et les revenus moins importants tirés des produits de crédit aux entreprises ont fait reculer de 80 M\$ les revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement.

Les revenus du segment Divers se sont améliorés de 17 M\$, étant donné que les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des couvertures de prêts aux entreprises ont été moins considérables.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, les revenus ont augmenté de 1 704 M\$ en regard de la même période en 2009.

Le recul de 116 M\$ des revenus des Marchés financiers est essentiellement imputable à la baisse des revenus tirés de la négociation de titres de participation et des opérations de change ainsi que du nombre de nouvelles émissions d'actions.

Les Services financiers aux entreprises et Banque d'investissement ont vu leurs revenus reculer de 38 M\$, en raison surtout de la décroissance des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis et des produits de crédit aux entreprises et des services bancaires d'investissement, compensée en partie par la progression des gains sur le portefeuille de base de Banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur.

Les revenus du segment Divers se sont améliorés de 1 845 M\$, ce qui s'explique surtout par les gains réalisés dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation et des services inactifs de Banque d'affaires, en comparaison de pertes subies au même semestre de l'exercice précédent.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été plus élevée de 9 M\$ qu'au trimestre correspondant de

l'exercice précédent, surtout par suite des pertes plus importantes dans le portefeuille de financement immobilier aux États-Unis, compensées en partie par les pertes plus faibles subies par les portefeuilles en voie de liquidation.

Pour le trimestre considéré et pour le semestre terminé le 30 avril 2010, la dotation à la provision pour pertes sur créances a progressé respectivement de 3 M\$ et 44 M\$ par rapport au trimestre précédent et au semestre correspondant de 2009, du fait surtout des pertes plus élevées dans le portefeuille de financement immobilier aux États-Unis.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 18 M\$, ou 7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution de la rémunération liée au rendement, contrebalancée partiellement par l'augmentation des avantages sociaux.

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 74 M\$, ou 23 %, comparativement au trimestre précédent, la rémunération liée au rendement ainsi que les salaires et les avantages sociaux ayant été plus bas. Les résultats du trimestre précédent comprenaient des charges liées au règlement relatif au PCAC.

Les frais autres que d'intérêts pour le semestre terminé le 30 avril 2010 se sont accrus de 19 M\$, ou 3 %, comparativement à la même période en 2009, essentiellement à cause du règlement relatif au PCAC au cours de la période considérée. En outre, la montée des salaires et des avantages sociaux au cours de la période considérée a été plus que neutralisée par le recul de la rémunération liée au rendement.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts est passée de 148 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 87 M\$, un repli imputable surtout aux gains réalisés dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation, en comparaison des pertes subies au cours du trimestre correspondant il y a un an.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, la charge d'impôts s'est établie à 163 M\$, en regard d'une économie de 371 M\$ pour la même période de 2009, ce qui s'explique avant tout par l'incidence des pertes sur les activités de crédit en voie de liquidation au premier semestre de 2009.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration ainsi que Gestion du risque, qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC. Ce groupe comprend également les coentreprises CIBC Mellon, ainsi que d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, dont la provision générale, qui ne sont pas directement attribuables aux secteurs d'activité. La provision générale s'appliquant à FirstCaribbean est calculée localement et figure au poste Marchés de détail CIBC. L'incidence de la titrisation revient au groupe Siège social et autres. La portion restante des revenus et des frais est généralement répartie entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009 ²	30 avril 2010	30 avril 2009 ²
Total des revenus	39 \$	46 \$	151 \$	85 \$	128 \$
(Reprise sur) dotation à la provision pour pertes sur créances	(45)	(30)	51	(75)	68
Frais autres que d'intérêts	104	116	88	220	169
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices	(20)	(40)	12	(60)	(109)
(Économie) charge d'impôts	(4)	21	152	17	84
Perte nette	(16) \$	(61) \$	(140) \$	(77) \$	(193) \$
Équivalents temps plein	12 006	11 836	11 972	12 006	11 972

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Les informations de périodes antérieures ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation de la période considérée.

Aperçu financier

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010, la perte nette a accusé un recul respectivement de 124 M\$ et 116 M\$ par rapport aux périodes correspondantes de 2009. Ceci s'explique essentiellement par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans la provision générale et par l'amélioration des revenus de trésorerie non répartis, contrebalancés partiellement par la montée des coûts de soutien du siège social non répartis. Des baisses de valeur des actifs d'impôts futurs ont été présentées au trimestre correspondant de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

La perte nette a fondu de 45 M\$ en regard du trimestre précédent, compte tenu des baisses de valeur des actifs d'impôts futurs inscrites au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances dans la provision générale et les coûts de soutien du siège social non répartis ont reculé au cours du trimestre.

Revenus

En comparaison du trimestre correspondant de l'exercice précédent, les revenus se sont repliés de 112 M\$, en raison surtout d'un gain de change de 159 M\$ lié aux activités de rapatriement et inclus dans les résultats du deuxième trimestre de 2009. Les résultats du trimestre considéré ont été avantagés par les revenus de trésorerie non répartis plus élevés.

La baisse de 7 M\$ des revenus en regard du trimestre précédent s'explique essentiellement par un gain de 10 M\$ à la vente d'un placement réalisé au trimestre précédent.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2010, les revenus ont chuté de 43 M\$ en regard de la même période en 2009. Les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenaient un gain de change de 111 M\$ relativement aux activités de rapatriement. Les revenus de trésorerie non attribués ont été plus importants au cours de la période considérée.

(Reprise sur) dotation à la provision pour pertes sur créances

Pour le trimestre considéré et le semestre terminé le 30 avril 2010, la reprise de pertes sur créances respectivement de 45 M\$ et 75 M\$ se compare à une provision respectivement de 51 M\$ et 68 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ceci s'explique avant tout par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans la provision générale.

En comparaison du trimestre précédent, la reprise de pertes sur créances s'est amélioré de 15 M\$, en raison principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans la provision générale.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 16 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et ceux du semestre terminé le 30 avril 2010, de 51 M\$, comparativement au même semestre de l'exercice précédent, essentiellement à cause de la progression des coûts de soutien du siège social non répartis.

Le recul de 12 M\$ des frais autres que d'intérêts par rapport au trimestre précédent découle surtout de la diminution des coûts de soutien du siège social non répartis.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts a été de 4 M\$, contre une charge d'impôts de 152 M\$ au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre correspondant de 2009 comprenaient une charge d'impôts de 156 M\$ liée aux activités de rapatriement et une baisse de valeur des actifs d'impôts futurs.

L'économie d'impôts a atteint 4 M\$ en regard d'une charge d'impôts de 21 M\$ au trimestre précédent. Une baisse de valeur des actifs d'impôts futurs avait été constatée dans les résultats du trimestre précédent.

La baisse de 67 M\$ de la charge d'impôts sur les bénéfices pour le semestre terminé le 30 avril 2010 en comparaison du semestre correspondant de 2009 découle surtout d'une charge d'impôts nette de 104 M\$ liée aux activités de rapatriement et incluse dans les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période considérée, les baisses de valeur des actifs d'impôts futurs ont été moins élevées.

SITUATION FINANCIÈRE

Revue du bilan consolidé

En millions de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	7 936 \$	7 007 \$
Valeurs mobilières	66 994	77 576
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	39 466	32 751
Prêts	176 735	167 212
Instruments dérivés	21 830	24 696
Autres actifs	23 040	26 702
Total de l'actif	336 001 \$	335 944 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	226 793 \$	223 117 \$
Instruments dérivés	24 060	27 162
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	45 899	43 369
Autres passifs	17 608	22 090
Titres secondaires	6 063	5 157
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations ne donnant pas le contrôle	168	174
Capitaux propres	14 810	14 275
Total du passif et des capitaux propres	336 001 \$	335 944 \$

Actif

Au 30 avril 2010, le total de l'actif avait augmenté de 57 M\$ par rapport au 31 octobre 2009.

L'encaisse et les dépôts auprès d'autres banques ont bondi de 0,9 G\$, ou 13 %, surtout en raison de l'accroissement des activités de trésorerie.

La diminution de 10,6 G\$, ou 14 %, des valeurs mobilières, s'explique surtout en raison d'une baisse des valeurs disponibles à la vente et des valeurs désignées à la juste valeur, contrebalancée en partie par une hausse des valeurs du compte de négociation. Les valeurs disponibles à la vente ont baissé principalement à cause des ventes et des échéances des obligations à court terme, contrebalancées partiellement par des achats dans les nouveaux portefeuilles d'instruments de couverture. Les valeurs désignées à la juste valeur ont baissé par suite de réductions des titres adossés à des créances hypothécaires détenus. Les valeurs du compte de négociation se sont accrues sous l'effet des activités de négociation normales.

Les valeurs empruntées et acquises en vertu de prises en pension de titres ont augmenté de 6,7 G\$, ou 21 %, compte tenu des exigences accrues des clients.

L'appréciation de 9,5 G\$, ou 6 %, des prêts découle en grande partie des montages de prêts hypothécaires et de la hausse des TAP flux groupés classés comme des prêts et est annulée en partie par de nouvelles

titrisations, des remboursements de capital et des liquidations.

Les instruments dérivés ont reculé de 2,9 G\$, ou 12 %, surtout en raison de la baisse de l'évaluation des dérivés de taux d'intérêt et de dérivés de crédit, en partie contrebalancée par une progression des dérivés de change.

La diminution de 3,7 G\$, ou 14 %, des autres actifs s'explique surtout par un fléchissement des acceptations bancaires, des biens donnés en garantie et des actifs d'impôts futurs.

Passif

Au 30 avril 2010, le total du passif s'était détérioré de 478 M\$ par rapport au 31 octobre 2009.

Les dépôts ont progressé de 3,7 G\$, ou 2 %, ce qui découle principalement de la croissance du volume des produits de détail, de l'émission d'obligations couvertes et du reclassement du solde de certaines créances qui était classées dans les autres passifs au premier trimestre. Cette progression a été partiellement contrebalancée par une réduction des placements reçus sous l'effet de la diminution des exigences de financement.

Les instruments dérivés ont régressé de 3,1 G\$, ou 11 %, pour les raisons susmentionnées.

Les engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert en vertu de mises en pension de titres se sont accrus de 2,5 G\$, ou 6 %, compte tenu de nos exigences de financement et des activités des clients.

Les autres passifs et les acceptations se sont affaiblis de 4,5 G\$, ou 20 %, du fait surtout du reclassement dans les dépôts de certaines créances susmentionnées et de la réduction des biens donnés en garantie et des acceptations bancaires.

L'émission de débentures au cours du trimestre a fait augmenter les titres secondaires de 906 M\$, ou 18 %, comme il est précisé ci-dessous à la section Activités importantes de gestion du capital.

Capitaux propres

La progression de 535 M\$, ou 4 %, des capitaux propres est essentiellement le résultat d'une émission d'actions ordinaires en vertu des régimes d'options sur actions, d'investissement à l'intention des actionnaires et d'achat d'actions par les employés, ainsi que d'une hausse nette des bénéfices non répartis.

En millions de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Fonds propres de première catégorie	14 810 \$	14 154 \$
Fonds propres de deuxième catégorie	5 570	4 673
Total des fonds propres réglementaires	20 380	18 827
Actif pondéré en fonction du risque	108 324	117 298
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,7 %	12,1 %
Ratio du total des fonds propres	18,8 %	16,1 %
Ratio actif/fonds propres	15,3x	16,3x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a monté de 1,6 % et le ratio du total des fonds propres, de 2,7 % depuis la fin de l'exercice. Les ratios ont profité de la baisse des actifs pondérés en fonction du risque (APR) et de l'augmentation des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres.

Le déclin de 9,0 G\$ de l'APR depuis la fin de l'exercice est attribuable en grande partie à une réduction de notre portefeuille de crédit structuré auprès de garants financiers, à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs libellés en monnaies étrangères et à la mise à jour des paramètres de l'approche fondée sur les notations internes avancée (NI avancée).

Le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres se sont accrus depuis la fin de l'exercice en raison du capital autogénéré et de l'émission de 268 M\$ d'actions ordinaires. Le total du ratio des fonds propres a également été stimulé par l'émission de 1,1 G\$ de débentures mentionnée ci-dessous.

Sources de financement

Nous gérons notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, à augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et à satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 65 à 69 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Les changements dans les éléments constitutifs de nos fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau ci-après :

Activités importantes de gestion du capital

Le 30 avril 2010, nous avons émis des débentures (titres secondaires) à 4,11 % pour un capital de 1 100 M\$, venant à échéance le 30 avril 2020. Les débentures peuvent être comptabilisées dans les fonds propres réglementaires de deuxième catégorie.

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des ventes liées à la titrisation, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 70 à 72 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Les risques associés aux entités non consolidées prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des tiers) sont résumés dans le tableau suivant. Les placements et les prêts sont présentés à la valeur comptable. Les facilités de liquidité et de crédit inutilisées ainsi que les dérivés de crédit vendus sont présentés selon les montants nominaux de référence.

En millions de dollars, au	30 avril 2010				31 octobre 2009	
	Placements et prêts ^{1, 4}	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées ³	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ^{2, 4}	Placements et prêts ^{1, 4}	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées ³	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ^{2, 4}
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	82 \$	2 540 \$ ³	- \$	556 \$	3 108 \$ ³	- \$
Entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC	494	47	537	737	66	652
Entités émettrices structurées par des tiers – activités en voie de liquidation	7 922	621	6 111	6 676	650	11 110
Entités émettrices structurées par des tiers – activités courantes	2 033	-	-	1 695	-	-

- 1) Compte non tenu des valeurs émises par les entités créées par la SCHL, Fannie Mae, Freddie Mac, Ginnie Mae, la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank et Sallie Mae, ainsi que les droits conservés et les dérivés détenus auprès de ces entités. Un montant de 6,7 G\$ (6,1 G\$ au 31 octobre 2009) du risque lié aux entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC et aux entités structurées par des tiers a été couvert par des dérivés de crédit.
- 2) Comprennent les options vendues à titre de dérivés de crédit et les swaps sur rendement total en vertu desquels nous assumons le risque. La juste valeur négative comptabilisée dans le bilan consolidé a été de 3,1 G\$ (4,1 G\$ au 31 octobre 2009). Un montant nominal totalisant 5,5 G\$ (10,7 G\$ au 31 octobre 2009) a été couvert par une protection de dérivés de crédit obtenue de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite du rajustement lié à l'évaluation du crédit, s'est établie à 0,5 G\$ (0,6 G\$ au 31 octobre 2009). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 2,1 G\$ (2,5 G\$ au 31 octobre 2009).
- 3) Déduction faite de placements et de prêts de 82 M\$ (556 M\$ au 31 octobre 2009) dans les fonds multicédants soutenus par la CIBC.
- 4) En 2009, nous avons consolidé certains TAC flux groupés structurés par des tiers après avoir déterminé que nous étions le principal bénéficiaire par suite du rachat de notre protection auprès d'un garant financier. Le tableau précédent exclut nos investissements (juste valeur de 49 M\$ au 30 avril 2010 et de 69 M\$ au 31 octobre 2009) dans ces TAC flux groupés, ainsi que des dérivés de crédit (montant nominal de référence de 1,8 G\$ et juste valeur négative de 1,5 G\$ au 30 avril 2010; montant nominal de référence de 1,9 G\$ et juste valeur négative de 1,7 G\$ au 31 octobre 2009) vendus sur ces billets.

Pour plus de précisions sur nos activités de titrisation de créances et nos positions dans des entités à détenteurs de droits variables, se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 73 à 88 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Les principales politiques de gestion du risque sont approuvées ou renouvelées chaque année par les comités du conseil et les comités de gestion applicables. Des renseignements additionnels sur la gestion du risque par les comités du conseil et les comités de gestion sont donnés à la section Gouvernance de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Les cinq divisions au sein du groupe Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque.

- € **Gestion du risque, Marchés financiers** : cette unité administrative offre une surveillance indépendante de la mesure, de la surveillance et du contrôle du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque de crédit lié aux activités de négociation et du risque opérationnel lié aux activités de négociation dans tous les portefeuilles de la CIBC.
- € **Gestion du risque, Produits de cartes** : cette unité administrative surveille la gestion du risque de crédit dans le portefeuille de produits de cartes, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.
- € **Crédit de détail, Gestion du risque et des avoirs** : cette unité administrative surveille la gestion du risque de crédit et de fraude dans les portefeuilles de prêts de détail, de prêts et de prêts hypothécaires à l'habitation, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.
- € **Gestion du risque de crédit de gros et du risque de placement** : cette unité administrative est responsable de l'approbation et de la surveillance du risque de crédit à l'échelle mondiale ayant trait aux PME, aux grandes

entreprises et aux prêts sur stocks, ainsi que de la gestion des portefeuilles de créances spéciales et des portefeuilles de placement.

- € **Services liés au risque** : cette unité administrative est responsable d'une gamme d'activités, dont les rapports sur les fonds propres réglementaires et le capital économique, la gestion du risque opérationnel ainsi que l'approbation et la validation des modèles et des paramètres. Les Services liés au risque assument également la responsabilité de diverses politiques de risque, notamment celles concernant le risque de crédit, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation.

Les risques d'illiquidité et de financement sont gérés par le groupe Trésorerie. L'évaluation, la surveillance et le contrôle du risque d'illiquidité et de financement sont pris en compte avec le groupe Gestion du risque, sous la surveillance du Comité de gestion de l'actif et du passif.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Exposition au risque de crédit

Notre exposition brute au risque de crédit évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance (ECD) pour les instruments financiers au bilan et hors bilan était de 505,3 G\$ au 30 avril 2010 (486,8 G\$ au 31 octobre 2009). Notre exposition globale a augmenté de 18,5 G\$ en raison de la croissance des portefeuilles de détail et de prêts aux entreprises et aux gouvernements. Le tableau ci-après présente l'exposition brute en cas de défaillance, compte non tenu de l'atténuation du risque de crédit.

En millions de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée		
Montants utilisés	87 757 \$	102 449 \$
Engagements non utilisés	24 408	22 368
Transactions assimilées à des mises en pension	91 776	83 805
Divers – hors bilan	48 209	34 841
Produits dérivés de gré à gré	13 727	15 257
	265 877 \$	258 720 \$
Portefeuille de détail – approche NI avancée		
Montants utilisés	138 726 \$	130 028 \$
Engagements non utilisés	70 167	67 323
Divers – hors bilan	431	412
	209 324 \$	197 763 \$
Portefeuilles normalisés	12 397 \$	12 916 \$
Expositions liées à la titrisation	17 748	17 446
	505 346 \$	486 845 \$

Au 30 avril 2010, le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée comportait un montant de 1,5 G\$ (1,9 G\$ au 31 octobre 2009) comptabilisé au titre de l'exposition en cas de défaillance incluse dans la fourchette devant être inscrite sur la liste de surveillance.

La diminution des expositions à inscrire sur la liste de surveillance au cours du trimestre a été généralisée, touchant la plupart des secteurs et des régions géographiques. Les expositions à inscrire sur la liste de surveillance découlent en majorité du secteur des services financiers, notamment les expositions ayant trait aux garants financiers, lesquelles sont expliquées plus en détails à la section Activités en voie de liquidation.

Risque de crédit de contrepartie

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de gestion de portefeuilles et de couverture et négociation de risques de crédit sur

marchandises, sur actions, sur devises et sur taux d'intérêt au moyen de dérivés, comme il est précisé à la note 14 afférente aux états financiers consolidés de 2009.

Nous établissons un rajustement de valeur pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. Au 30 avril 2010, le rajustement de valeur du crédit pour toutes les contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés s'élevait à 776 M\$ (2,2 G\$ au 31 octobre 2009).

Les tableaux suivants présentent la notation des créances évaluées à la valeur du marché liées à des dérivés (compte tenu des rajustements de l'évaluation du crédit et des accords généraux de compensation de dérivés, mais compte non tenu des garanties), ainsi que des prêts douteux, provisions et dotations à la provision pour pertes sur créances.

En milliards de dollars, au	30 avril 2010		31 octobre 2009	
Équivalent de Standard & Poor's				
AAA à BBB-	5,91 \$	81,3 %	6,12 \$	75,5 %
BB+ à B-	0,92	12,6	1,42	17,5
CCC+ à CCC-	0,41	5,6	0,42	5,1
Inférieure à CCC-	0,03	0,4	0,08	1,0
Sans cote	0,01	0,1	0,07	0,9
Total	7,28 \$	100,0 %	8,11 \$	100,0 %

En millions de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Prêts douteux bruts		
Consommateurs	780 \$	727 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	1 188	1 184
Total des prêts douteux bruts	1 968 \$	1 911 \$
Provision pour pertes sur créances		
Consommateurs	1 168 \$	1 132 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	834	828
Total de la provision pour pertes sur créances	2 002 \$	1 960 \$
Se composent de ce qui suit :		
Provision spécifique pour prêts ²	778 \$	735 \$
Provision générale pour prêts ²	1 224	1 225
Total de la provision pour pertes sur créances	2 002 \$	1 960 \$

1) Comprennent des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.

2) Exclut la provision spécifique et générale au titre des lettres de crédit et des facilités de crédit inutilisées respectivement de néant et 68 M\$ (1 M\$ et 82 M\$ au 31 octobre 2009).

Les prêts douteux bruts se sont accrus de 57 M\$, ou 3 %, en regard du 31 octobre 2009. Les prêts douteux bruts à la consommation ont augmenté de 53 M\$, ou 7 %, surtout en raison de l'augmentation de nouvelles classifications de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont monté de 4 M\$ sous l'effet de la progression des secteurs de l'immobilier, de la construction et des services aux entreprises, ce qui a été annulé en partie par un recul du secteur des institutions financières.

Depuis le 31 octobre 2009, la provision totale pour pertes sur créances a augmenté de 42 M\$, ou 2 %. Les provisions pour pertes sur créances du Canada et des États-Unis représentent respectivement 77 % et 12 % de la provision totale. La provision spécifique s'est accrue de 43 M\$, ou 6 %, par rapport au 31 octobre 2009, principalement en raison des hausses dans les secteurs de l'immobilier, de la construction et de la fabrication. La provision générale pour prêts a été réduite de 1 M\$ par rapport à celle du 31 octobre 2009. Les provisions générales pour prêts du Canada et des États-Unis comptent respectivement pour 91 % et 5 % de la provision générale pour prêts.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Vue d'ensemble.

Risque de marché

Le risque de marché découle de nos positions sur les valeurs mobilières et les dérivés de nos portefeuilles de négociation ainsi que de nos services bancaires de détail,

de nos portefeuilles de placement et de nos activités autres que de négociation. Il s'agit du risque de perte financière attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché dont les taux d'intérêt et les taux de change, les écarts de taux ainsi que le prix des marchandises et le cours des actions.

Activités de négociation

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour les activités de négociation de la CIBC.

La VAR pour les trois mois terminés le 30 avril 2010 présentée dans le tableau et dans le graphique sur les essais à rebours ci-après ne tient pas compte du risque lié aux activités en voie de liquidation, comme il est précisé aux pages 12 à 19 du présent rapport de gestion. En raison de la volatilité et du manque de liquidités sur les marchés, le degré d'incertitude à l'égard de l'évaluation quantitative du risque pour ces positions est très élevé. Ces positions sont gérées de façon indépendante de nos activités de négociation.

Le risque moyen total a monté de 42 % en regard du dernier trimestre, surtout par suite des variations de notre risque de taux d'intérêt.

La perte du marché réalisée réelle peut différer de la perte supposée par la mesure de la VAR pour diverses raisons. Les fluctuations des taux et des cours du marché peuvent différer de celles du passé qui sont utilisées pour calculer la mesure de la VAR. Par ailleurs, la mesure de la VAR ne tient pas compte des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le								Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010				31 janvier 2010		30 avril 2009		30 avril 2010	30 avril 2009
	Haute	Faible	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	5,6 \$	2,3 \$	5,0 \$	4,1 \$	4,0 \$	2,7 \$	2,8 \$	3,3 \$	3,4 \$	4,0 \$
Risque d'écart de taux	0,7	0,3	0,7	0,4	0,4	0,4	1,2	1,3	0,4	1,7
Risque lié aux actions	2,3	1,0	1,2	1,3	1,1	1,3	1,8	3,3	1,3	4,1
Risque de change	2,7	0,5	1,6	1,4	0,6	0,8	0,4	0,6	1,1	0,9
Risque lié aux marchandises	0,8	0,2	0,7	0,4	0,3	0,6	0,6	0,8	0,5	0,7
Risque spécifique de la dette	2,2	1,0	1,8	1,5	1,3	1,4	5,1	3,9	1,5	3,1
Effet de diversification ²	négl.	négl.	(5,4)	(4,0)	(3,1)	(3,6)	(5,4)	(6,6)	(3,8)	(7,1)
Risque total	6,7 \$	3,3 \$	5,6 \$	5,1 \$	4,6 \$	3,6 \$	6,5 \$	6,6 \$	4,4 \$	7,4 \$

1) Le tableau ne tient pas compte du risque lié aux activités en voie de liquidation.

2) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haute) et la valeur minimale (faible) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

Revenu de négociation

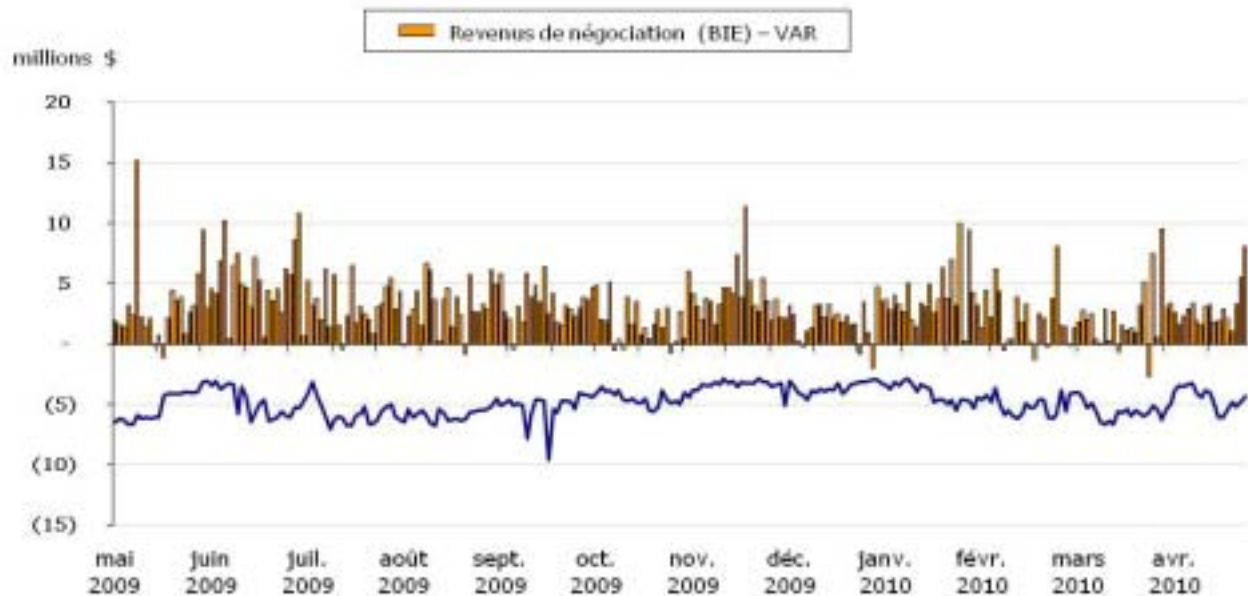
Le graphique d'essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ et de la VAR ci-après compare les revenus quotidiens réels de négociation (BIE)¹ du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de la VAR du jour précédent.

Les revenus de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 91 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation n'ont pas dépassé la VAR au

cours du trimestre. Les revenus quotidiens moyens de négociation (BIE)¹ se sont élevés à 3 M\$ au cours du trimestre.

Les revenus de négociation (BIE)¹ pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte d'un gain de 74 M\$ ayant trait aux variations des risques et de la juste valeur du crédit structuré, ni de pertes découlant des activités de négociation de 4 M\$ liées aux pertes subies des autres positions dans les portefeuilles en cours de liquidation.

Essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ c. la VAR



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif (GAP) et aux

activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs au bilan et

hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau ci-après fait état de l'incidence possible sur les douze prochains mois d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs ainsi que pour tenir compte de la chute soudaine des taux d'intérêt dans le contexte actuel.

Sensibilité aux taux d'intérêt – activités autres que de négociation (après impôts)

En millions de dollars, au	30 avril 2010			31 janvier 2010			30 avril 2009		
	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	50 \$	(54) \$	6 \$	118 \$	(55) \$	4 \$	158 \$	(17) \$	6 \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	(15)	(115)	-	186	(124)	(3)	203	(47)	3
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	(64) \$	35 \$	(5) \$	(87) \$	40 \$	(4) \$	(11) \$	2 \$	(5) \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	63	95	-	(115)	104	2	(160)	26	1

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

Nous obtenons du financement auprès de sources de détail et de gros. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail et totalisaient 107,5 G\$ au 30 avril 2010 (104,3 G\$ au 31 octobre 2009).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, la titrisation des créances et le maintien de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être

vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds. Ensemble, ces stratégies diminuent la dépendance envers le financement de gros à court terme.

Les mesures exceptionnelles d'approvisionnement en liquidités fournies par les banques centrales et les gouvernements au plus fort de la récente crise financière ont été généralement supprimées. Cela témoigne de l'amélioration de la conjoncture des marchés financiers, ce qui facilite l'accès au financement à plus long terme. Au cours du trimestre, la CIBC a été active dans l'émission de titres de créance à terme, mobilisant 1,5 G\$ grâce à l'émission de billets de premier rang non garantis de cinq ans, 1,1 G\$ grâce à l'émission de billets subordonnés (comme il est mentionné à la section Sources de financement) et 2,0 G\$ US grâce à l'émission d'obligations couvertes de trois ans.

Le sommaire des actifs liquides au bilan est présenté dans le tableau qui suit :

En milliards de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Encaisse	1,2 \$	1,2 \$
Dépôts auprès d'autres banques	6,8	5,8
Valeurs émises par le gouvernement du Canada ¹	8,9	16,8
Titres adossés à des créances hypothécaires ¹	15,1	19,4
Autres valeurs ²	30,5	31,0
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	39,5	32,8
	102,0 \$	107,0 \$

1) Représentent des valeurs dont la durée résiduelle du contrat est de plus d'un an.

2) Comprennent des valeurs disponibles à la vente et des valeurs désignées à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins et des valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 30 avril 2010, les actifs cédés en garantie, y compris à l'égard des obligations couvertes et des valeurs empruntées ou financées au moyen de mises en pension de titres, atteignaient 35,3 G\$ (36,7 G\$ au 31 octobre 2009).

L'accès aux sources de financement de gros et le coût de financement dépendent de divers facteurs, dont les cotes de crédit. Les plus importantes agences de notation n'ont pas modifié nos cotes de crédit et nos perspectives au cours du trimestre.

Nos niveaux de financement et de liquidité sont demeurés stables et solides au cours de la période et nous ne prévoyons pas d'événements, d'engagements ou de demandes qui pourraient avoir une incidence notable sur notre position en matière de risque d'illiquidité.

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur

nos besoins en matière de liquidité et de capital à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent aux pages 86 et 87 de la Reddition de comptes annuelle 2009. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles autres que dans le cours normal des affaires.

Autres risques

Nous avons également des politiques et des processus pour mesurer, surveiller et contrôler les autres risques, notamment le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation, le risque stratégique et le risque environnemental.

Pour plus de précisions, se reporter aux pages 87 et 88 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

QUESTIONS RELATIVES À LA COMPTABILITÉ ET AU CONTRÔLE

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2009.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et hypothèses comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 89 à 95 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

Évaluation des instruments financiers

Outre les titres d'emprunt et de participation du compte de négociation, ainsi que les engagements liés à des valeurs vendues à découvert, tous les contrats de dérivés, toutes les valeurs disponibles à la vente autres que les titres de participation privés et tous les instruments financiers désignés à la juste valeur sont comptabilisés à la juste valeur. Nos instruments financiers désignés à la juste valeur sont composés de titres d'emprunt, de prêts aux entreprises et aux gouvernements ainsi que de dépôts des entreprises et des gouvernements.

L'établissement de la juste valeur exige du jugement et est fondé sur l'information sur le marché, lorsque celle-ci est disponible et appropriée. La juste valeur s'entend du prix auquel un instrument financier pourrait être échangé entre des parties consentantes au cours d'une opération sans lien de dépendance motivée par des considérations d'affaires normales. Les évaluations à la juste valeur sont classées par niveau au sein d'une hiérarchie (niveaux 1, 2 et 3) tel qu'il est décrit ci-après. Le cours du marché établi par une source indépendante pour le même instrument sur un marché actif (niveau 1) constitue l'élément le plus fiable de la juste valeur.

Si le cours du marché n'est pas disponible dans un marché actif, la juste valeur est estimée d'après des

modèles d'évaluation. Dans la mesure du possible et lorsque cela convient, les données observables sur le marché sont utilisées aux fins d'évaluation.

Les modèles d'évaluation peuvent utiliser principalement des données observables sur le marché (niveau 2), dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le cours d'instruments synthétiques équivalents, le niveau des indices, les écarts de taux, la qualité du crédit de la contrepartie, les niveaux correspondants de volatilité du marché et d'autres facteurs de prix fondés sur le marché ainsi que les données de marché de remplacement les plus corrélatives qui conviennent. Les modèles d'évaluation peuvent aussi utiliser essentiellement des données inobservables sur le marché (niveau 3).

Le tableau ci-après présente les montants des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation basée sur les données observables autres que du marché (niveau 3) en ce qui a trait à l'ensemble de la CIBC et aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

En millions de dollars, au 30 avril 2010	Activités de crédit structuré en voie de liquidation	Total CIBC	Total CIBC ¹
Actif			
Valeurs du compte de négociation	1 376 \$	1 376 \$	7,7 %
Valeurs disponibles à la vente	19	3 046	10,3
Valeurs et prêts désignés à la juste valeur	52	60	0,3
Instruments dérivés	1 857	2 164	9,9
Passif			
Dépôts désignés à la juste valeur	887 \$	887 \$	24,3 %
Instruments dérivés	3 337	4 029	16,7

1) Représente le pourcentage des actifs et des passifs de niveau 3 dans chaque catégorie présentée sur notre bilan consolidé intermédiaire.

Sensibilité des actifs financiers et des passifs financiers du niveau 3

La plupart de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation nécessitent l'application de techniques d'évaluation faisant appel à des données inobservables sur le marché. Dans un marché inactif, les cours indicatifs des courtiers, les évaluations de remplacement pour des instruments financiers comparables et d'autres modèles internes utilisant nos propres hypothèses sur la façon dont les participants traitant au sein d'un marché fixeraient le prix d'une opération sur le marché à la date d'évaluation (nous considérons tous ces éléments comme des données inobservables sur le marché) servent essentiellement à l'évaluation de ces positions. Nous jugeons également si un rajustement de valeur du crédit est nécessaire pour comptabiliser le risque qu'une de nos contreparties ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements.

Dans le cas de dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers, nos rajustements de l'évaluation du crédit sont généralement fondés sur les écarts de taux observables sur le marché, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsque les garants financiers ne disposent pas d'écarts de taux observables ou s'ils sont disponibles mais non représentatifs d'un marché actif structuré (c.-à-d. non représentatif de la juste valeur), nous avons recours à un écart de marché de remplacement. L'écart de marché de remplacement est fondé sur la cote de crédit interne que nous avons accordée à ce garant financier. Les écarts de taux comprennent des données sur les prévisions du marché (ou du marché de remplacement) quant à la probabilité de défaillance et quant aux pertes en cas de défaillance. Ces écarts de taux sont appliqués selon la durée moyenne pondérée de notre exposition à ces contreparties. Lorsque nous avons recours à un écart de marché de remplacement dans le cas de contreparties qui sont des garants financiers, nous effectuons aussi un rajustement pour exprimer le risque additionnel lié au garant financier par rapport à une contrepartie autre qu'un garant financier ayant une cote équivalente. Le montant du rajustement est fonction de toute l'information interne et externe disponible sur le marché concernant les garants financiers. Le rajustement définitif de l'évaluation du crédit tient compte de la corrélation prévue entre le rendement futur des actifs de référence sous-jacents et celui des contreparties, sauf dans le cas d'actifs de référence de grande qualité pour lesquels nous ne prévoyons aucune détérioration prochaine de la qualité du crédit.

Le cas échéant, pour certains garants financiers, nous calculons le rajustement de l'évaluation du crédit en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Les coupons d'intérêt découlant de la vente de créances titrisées sont sensibles aux taux de remboursement anticipé, ce que nous considérons comme des données inobservables sur le marché.

Les contrats de swap découlant de la vente de créances titrisées sont évalués à l'aide de taux de liquidités,

ce que nous considérons par ailleurs comme des données inobservables sur le marché.

Les titres adossés à des créances mobilières sont sensibles aux écarts de taux, que nous considérons comme étant des données inobservables sur le marché. Le fait de substituer une ou plusieurs des hypothèses que nous utilisons dans l'évaluation à la juste valeur de ces instruments par des hypothèses raisonnablement possibles aurait une incidence sur le bénéfice net tel qu'il est décrit plus bas.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur de marché, généralement en fonction de cours indicatifs des courtiers et de modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Une variation défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte d'environ 45 M\$ dans notre portefeuille de titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts et 97 M\$ dans notre portefeuille de titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, exclusion faite des positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation classées dans les prêts et avant l'incidence de l'opération conclue avec Cerberus. La juste valeur de la protection de Cerberus contre les positions dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation devrait raisonnablement atténuer toute modification de la juste valeur de ces positions.

Nos positions couvertes font intervenir deux catégories de sensibilité, la première ayant trait à notre portefeuille de prêts couvert et la seconde, à nos expositions à la juste valeur couvertes. Compte tenu que les prêts couverts au bilan sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice et que les dérivés de crédit connexes sont évalués à la juste valeur, une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit) des dérivés de crédit structuré couverts pourraient entraîner un gain net d'environ 40 M\$. Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos expositions à la juste valeur au bilan et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit) de tous les dérivés de crédit structuré couverts pourraient donner lieu à une perte nette d'environ 25 M\$. L'opération conclue avec Cerberus n'a pas d'incidence puisqu'aucune des positions sur des TAC flux groupés sous-jacents n'est désormais couverte par des garants financiers.

Une hausse de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit) des dérivés de crédit non appariés, pour lesquels nous avons souscrit une protection sans avoir d'exposition liée aux actifs sous-jacents, entraînerait un gain net d'environ 33 M\$.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, des garants financiers entraînerait une perte nette d'environ 117 M\$.

Une augmentation de 10 % des taux de remboursement anticipé ayant trait à nos droits conservés associés aux coupons d'intérêt découlant de la vente des créances titrisées entraînerait une perte nette d'environ 28 M\$.

Une baisse de 20 points de base des taux de liquidités utilisés pour calculer la juste valeur de nos dérivés associés à la vente de créances titrisées entraînerait une perte d'environ 94 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos actifs adossés à des créances mobilières au bilan qui sont évalués au moyen d'écart de taux et de liquidités inobservables entraînerait une perte nette d'environ 192 M\$.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, le gain net constaté dans l'état des résultats consolidé lié aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des paramètres

inobservables sur le marché, s'est élevé à 378 M\$ (perte nette de 338 M\$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2009). Nous faisons preuve de jugement pour établir les rajustements de la valeur compte tenu de divers facteurs touchant l'évaluation. Ces facteurs comprennent, entre autres, sans s'y limiter, l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur, l'illiquidité découlant des problèmes d'absorption du marché, l'incertitude des paramètres et d'autres risques de marché, le risque lié aux modèles, le risque de crédit et les frais d'administration futurs.

Pendant le trimestre, nous avons procédé à une nouvelle estimation des rajustements d'évaluation liés aux frais d'administration de notre portefeuille de dérivés. Ces rajustements d'évaluation sont fondés sur nos estimations du montant qu'exigerait un participant du marché, en juste valeur, en compensation des frais futurs d'administration de notre portefeuille. Cette nouvelle estimation a entraîné des rajustements d'évaluation de 25 M\$.

Le tableau suivant résume nos rajustements de valeur.

En millions de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Valeurs du compte de négociation		
Risque de marché	2 \$	7 \$
Dérivés		
Risque de marché	68	81
Risque de crédit	776	2 241
Frais d'administration	6	33
Divers	1	2
	853 \$	2 364 \$

Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur. Les montants des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur pourraient être modifiés si des événements le justifient et pourraient ne pas correspondre à la valeur de réalisation définitive.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, nous adopterons la présentation selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011 et nous publierons nos premiers états financiers consolidés dressés selon les IFRS pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2012. À ce

moment-là, nous présenterons également l'information financière comparative de l'exercice 2011 selon les IFRS, y compris un bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2010.

La transition aux IFRS représente une initiative importante pour nous et est soutenue par une infrastructure formelle de gouvernance tenant compte de toute l'organisation et comprenant une équipe affectée au projet. Notre programme de transition aux normes IFRS se déroule suivant trois phases : i) enquête préalable, ii) exécution et iii) conversion. La phase d'enquête préalable comprenait un diagnostic comptable qui a permis de déterminer quelles normes comptables sont pertinentes dans le cas de la CIBC ainsi que de définir et planifier la phase de mise en œuvre actuellement en cours. La phase d'exécution a commencé par une analyse détaillée des normes IFRS et se poursuit avec la mise en œuvre préliminaire des nouveaux processus de comptabilité, de communication de l'information et d'affaires. L'objectif de cette phase consiste à préparer les politiques, les processus, la technologie, les stratégies, l'information financière et les parties intéressées en vue de la transition à venir. La phase finale, celle de la conversion, consistera à

présenter l'information selon les nouvelles normes IFRS en 2012 et à rapprocher les données de l'exercice 2011 selon les PCGR du Canada et les normes IFRS.

Le projet de transition aux IFRS de la CIBC progresse selon le calendrier prévu.

Processus de contrôle et technologie

Conformément au plan, une évaluation préliminaire a été effectuée dans le but de déterminer quelles normes IFRS présentent les plus importantes différences avec les PCGR du Canada pour nous. Des travaux d'évaluation plus poussés ont été réalisés au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2010, notamment des travaux d'exécution relatifs à la présentation de l'information financière sous-jacente et aux processus d'affaires et contrôles. En 2010, nous prévoyons terminer d'élaborer et de mettre en œuvre les processus d'affaires et les contrôles de communication de l'information qui nous permettront de retraiter notre bilan d'ouverture comparatif du 1^{er} novembre 2010 et les états financiers de l'exercice 2011 selon les IFRS, tout en préparant l'information financière habituelle de l'exercice 2011 selon les PCGR du Canada. Nous nous attendons en outre à continuer d'élaborer les processus et les contrôles d'affaires relatifs aux opérations, y compris ceux ayant trait au recours accru à la comptabilisation au bilan, compte tenu des différences que présentent les IFRS en matière de décomptabilisation des actifs financiers. Nous avons relevé des besoins de ressources et de processus additionnels au cours de nos travaux d'évaluation et d'exécution; par contre, nous n'avons pas vu la nécessité d'apporter des modifications importantes à nos systèmes de technologies de l'information et nous ne prévoyons aucun changement important dans nos activités.

Pour le reste de l'exercice 2010, nous entendons également mettre à jour notre évaluation actuelle des informations additionnelles exigées en vertu des IFRS, y compris les informations détaillées exigées pour la transition initiale aux IFRS.

Communications et formation

Nous avons continué de tenir au courant de l'avancement du projet les parties intéressées internes au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2010, notamment notre comité de vérification, nos hauts dirigeants et le comité de direction du programme, ainsi que des parties intéressées externes, dont le BSIF et notre vérificateur externe.

Nous estimons posséder les compétences nécessaires en matière d'information financière pour mener à bien la transition aux IFRS. Nous avons du personnel spécialisé dans les conventions comptables dont la tâche consiste à évaluer l'incidence des IFRS et à consulter des conseillers externes au besoin. En 2009, nous avons lancé un programme de formation à l'échelle de l'entreprise pour rehausser le niveau de connaissance des IFRS dans toute l'organisation et préparer le personnel à bien fonctionner dans un environnement IFRS. À l'exercice 2010, nous

poursuivons notre programme de formation qui prévoit des cheminements d'apprentissage distincts pour i) les groupes ayant besoin de comprendre l'incidence des IFRS sur la banque et ses filiales aux fins d'exécution et ii) les groupes qui, comme le groupe Gestion du risque et les prêteurs de première ligne, doivent comprendre l'incidence de l'abandon des PCGR du Canada sur nos clients et contreparties du Canada. Bien que la formation doive être terminée en majeure partie à l'exercice 2010, une formation additionnelle sera fournie au besoin.

Répercussions financières

Les exigences à l'égard de la transition aux IFRS sont présentées dans la Norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, laquelle recommande généralement que les modifications apportées aux PCGR du Canada soient appliquées rétroactivement et présentées dans notre bilan d'ouverture comparatif selon les IFRS au 1^{er} novembre 2010. Cependant, nous continuons d'évaluer quelques-uns des choix offerts en vertu des dispositions transitoires, dont certains entraînent une exemption quant au retraitement complet. Le choix le plus important concerne la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi. Nous avons le choix soit de retraiter nos pertes actuarielles nettes non amorties comme si nous avions toujours appliqué les IFRS, soit de les passer en charges dans les bénéfices non répartis au moment de la transition. Parmi les autres choix importants, on retrouve les suivants : i) celui de déterminer si nous devrions retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs de sorte à tenir compte des différences des IFRS en matière de comptabilisation des regroupements d'entreprises ou à appliquer seulement les différences des IFRS aux acquisitions d'entreprises pouvant survenir après la transition; ii) celui de déterminer si nous devrions passer en charges le compte cumulatif des opérations de change et iii) si nous devrions reclasser certains de nos instruments financiers en les comptabilisant ou en cessant de les comptabiliser à la juste valeur au moment de la transition.

Les normes IFRS devraient entraîner des différences de conventions comptables pour de nombreux éléments. Selon les normes IFRS actuelles et l'évaluation que nous avons fait jusqu'à maintenant concernant nos choix transitoires, les éléments qui risquent d'avoir la plus grande incidence sur la présentation de l'information financière et des fonds propres comprennent la décomptabilisation des instruments financiers et la comptabilisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Les autres éléments devraient comprendre aussi, entre autres, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers, la comptabilisation de la rémunération à base d'actions, les regroupements, la comptabilisation des opérations de change, la comptabilisation des coentreprises, l'évaluation des pertes éventuelles et les opérations de couverture.

Il existe des différences entre les PCGR du Canada et les IFRS actuels en ce qui a trait à la détermination du moment où les instruments financiers doivent être

décomptabilisés. En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose davantage sur le transfert des risques et des avantages que sur la question de savoir si les actifs ont été isolés juridiquement du cessionnaire. Par conséquent, les opérations de titrisation sont beaucoup plus susceptibles d'être comptabilisées comme des emprunts garantis que comme des ventes, ce qui entraînera une hausse du total de l'actif inscrit au bilan consolidé, surtout en ce qui concerne les prêts hypothécaires résidentiels titrisés par la création de titres adossés à des créances hypothécaires (TACH) en vertu du programme d'Obligations hypothécaires du Canada et du processus d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

Le choix comptable relatif à la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi de la norme IFRS 1 est aussi susceptible d'avoir une incidence négative sur notre ratio des fonds propres, étant donné la passation en charges des pertes actuarielles nettes non amorties dans les bénéfices non répartis au moment de la transition. D'autres choix portant sur la comptabilisation des gains et pertes actuariels pouvant survenir après la transition peuvent aussi avoir une incidence sur le capital et les bénéfices.

Les modifications proposées aux normes IFRS pourraient donner lieu à des différences comptables supplémentaires importantes, mais nous prévoyons que bon nombre des modifications découlant des normes proposées ne seront applicables que pour les exercices suivants notre application initiale des IFRS en 2012. Au cours des deux premiers trimestres de 2010, nous avons continué à surveiller ces modifications proposées ainsi que l'incidence des changements possibles dans l'interprétation des normes IFRS actuelles sur notre évaluation des répercussions de la transition aux IFRS sur les finances, le

capital et les activités. Au cours de ce processus, nous continuons d'évaluer les changements apportés aux règlements en matière de fonds propres établis par le BSIF en vue de la transition aux normes IFRS en 2012.

L'incidence des IFRS au moment de la transition dépendra finalement des normes IFRS et des règlements en matière de fonds propres qui seront en vigueur à ce moment, des choix comptables qui ne sont pas encore fixés ainsi que de la situation et du contexte qui prévaudront sur les plans économique et commercial. De plus, la nature évolutive des IFRS engendra probablement des modifications comptables supplémentaires, dont certaines pourraient se révéler importantes, au cours des années suivant notre transition initiale. Nous continuons de surveiller les modifications apportées aux normes et de rajuster nos plans de transition en conséquence.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 30 avril 2010, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 30 avril 2010, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Table des matières

44	Bilan consolidé
45	État des résultats consolidé
46	État de l'évolution des capitaux propres consolidé
47	État du résultat étendu consolidé
48	État des flux de trésorerie consolidé
49	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

49	Note 1	–	Juste valeur des instruments financiers	57	Note 8	–	Garants financiers
52	Note 2	–	Acquisitions importantes	57	Note 9	–	Impôts sur les bénéfices
52	Note 3	–	Valeurs mobilières	58	Note 10	–	Charges au titre des avantages sociaux futurs
53	Note 4	–	Prêts	58	Note 11	–	Résultat par action
54	Note 5	–	Titrisations et entités à détenteurs de droits variables	59	Note 12	–	Cautionnements
56	Note 6	–	Titres secondaires	59	Note 13	–	Passifs éventuels
57	Note 7	–	Capital-actions	59	Note 14	–	Informations sectorielles
				61	Note 15	–	Faits nouveaux en matière de comptabilité

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 563 \$	1 812 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	6 373	5 195
Valeurs mobilières (note 3)		
Compte de négociation	17 839	15 110
Disponibles à la vente	30 416	40 160
Désignées à leur juste valeur	18 739	22 306
	66 994	77 576
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	39 466	32 751
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	93 942	86 152
Particuliers	34 177	33 869
Cartes de crédit	12 379	11 808
Entreprises et gouvernements	38 239	37 343
Provision pour pertes sur créances (note 4)	(2 002)	(1 960)
	176 735	167 212
Divers		
Instruments dérivés	21 830	24 696
Engagements de clients en vertu d'acceptations	7 001	8 397
Terrains, bâtiments et matériel	1 581	1 618
Écart d'acquisition	1 904	1 997
Logiciels et autres actifs incorporels	596	669
Autres actifs (note 9)	11 958	14 021
	44 870	51 398
	336 001 \$	335 944 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	111 865 \$	108 324 \$
Entreprises et gouvernements	108 469	107 209
Banques	6 459	7 584
	226 793	223 117
Divers		
Instruments dérivés	24 060	27 162
Acceptations	7 001	8 397
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	9 490	5 916
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	36 409	37 453
Autres passifs	10 607	13 693
	87 567	92 621
Titres secondaires (note 6)	6 063	5 157
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations ne donnant pas le contrôle	168	174
Capitaux propres		
Actions privilégiées	3 156	3 156
Actions ordinaires (note 7)	6 508	6 240
Actions autodétenues	1	1
Surplus d'apport	94	92
Bénéfices non répartis	5 713	5 156
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(662)	(370)
	14 810	14 275
	336 001 \$	335 944 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril ¹ 2009	30 avril 2010	30 avril ¹ 2009
Revenu d'intérêts					
Prêts	1 720 \$	1 761 \$	1 699 \$	3 481 \$	3 715 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	32	30	86	62	257
Valeurs mobilières	353	371	418	724	972
Dépôts auprès d'autres banques	11	9	18	20	72
	2 116	2 171	2 221	4 287	5 016
Frais d'intérêts					
Dépôts	496	502	694	998	1 734
Autres passifs	72	104	194	176	544
Titres secondaires	43	43	52	86	116
Passif au titre des actions privilégiées	8	8	8	16	16
	619	657	948	1 276	2 410
Revenu net d'intérêts	1 497	1 514	1 273	3 011	2 606
Revenu autre que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	87	144	112	231	214
Frais sur les dépôts et les paiements	184	190	188	374	381
Commissions sur crédit	77	87	72	164	132
Honoraires d'administration de cartes	83	87	85	170	180
Honoraires de gestion de placements et de garde	117	110	96	227	204
Revenu tiré des fonds communs de placement	185	183	158	368	317
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	66	67	60	133	126
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	120	121	106	241	226
Revenu (perte) de négociation (note 8)	178	333	(440)	511	(1 160)
Gains sur valeurs disponibles à la vente, montant net	65	93	60	158	208
Revenu (charge) au titre des valeurs mobilières désignées à la juste valeur	(88)	(205)	53	(293)	97
Revenu tiré des créances titrisées	120	151	137	271	256
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	65	78	243	143	360
Divers	165	108	(42)	273	36
	1 424	1 547	888	2 971	1 577
Total des revenus	2 921	3 061	2 161	5 982	4 183
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	316	359	394	675	678
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux (note 10)	923	981	891	1 904	1 823
Frais d'occupation	163	151	155	314	289
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	241	242	251	483	496
Communications	76	69	76	145	144
Publicité et expansion des affaires	47	42	45	89	92
Honoraires	48	43	42	91	82
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	24	20	30	44	60
Divers	156	200	149	356	306
	1 678	1 748	1 639	3 426	3 292
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	927	954	128	1 881	213
Charge d'impôts	261	286	174	547	107
	666	668	(46)	1 334	106
Participations ne donnant pas le contrôle	6	16	5	22	10
Bénéfice net (perte nette)	660 \$	652 \$	(51) \$	1 312 \$	96 \$
Bénéfice (perte) par action (en dollars) (note 11)					
– de base	1,60 \$	1,59 \$	(0,24) \$	3,18 \$	0,05 \$
– dilué(e)	1,59 \$	1,58 \$	(0,24) \$	3,17 \$	0,05 \$
	0,87 \$	0,87 \$	0,87 \$	1,74 \$	1,74 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)					

¹⁾ Certains montants ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation de la période écoulée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Actions privilégiées					
Solde au début de la période	3 156 \$	3 156 \$	2 631 \$	3 156 \$	2 631 \$
Émission d'actions privilégiées	-	-	525	-	525
Solde à la fin de la période	3 156 \$	3 156 \$	3 156 \$	3 156 \$	3 156 \$
Actions ordinaires					
Solde au début de la période	6 371 \$	6 240 \$	6 074 \$	6 240 \$	6 062 \$
Émission d'actions ordinaires	137	131	16	268	28
Solde à la fin de la période	6 508 \$	6 371 \$	6 090 \$	6 508 \$	6 090 \$
Actions autodétenues					
Solde au début de la période	1 \$	1 \$	- \$	1 \$	1 \$
Achats	(2 987)	(853)	(2 059)	(3 840)	(4 014)
Ventes	2 987	853	2 060	3 840	4 014
Solde à la fin de la période	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$	1 \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	94 \$	92 \$	100 \$	92 \$	96 \$
Charge au titre des options sur actions	3	3	3	6	7
Options sur actions exercées	(1)	(1)	-	(2)	-
(Escompte net) prime nette sur les actions autodétenues	(1)	-	1	(1)	2
Divers	(1)	-	-	(1)	(1)
Solde à la fin de la période	94 \$	94 \$	104 \$	94 \$	104 \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	5 432 \$	5 156 \$	5 257 \$	5 156 \$	5 483 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	-	-	-	-	(6) ¹
Solde au début de la période, après retraitement	5 432	5 156	5 257	5 156	5 477
Bénéfice net (perte nette)	660	652	(51)	1 312	96
Dividendes					
Actions privilégiées	(43)	(42)	(39)	(85)	(75)
Actions ordinaires	(336)	(335)	(331)	(671)	(663)
Divers	-	1	(10)	1	(9)
Solde à la fin de la période	5 713 \$	5 432 \$	4 826 \$	5 713 \$	4 826 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Solde au début de la période	(340) \$	(370) \$	(390) \$	(370) \$	(442) \$
Autres éléments du résultat étendu	(322)	30	30	(292)	82
Solde à la fin de la période	(662) \$	(340) \$	(360) \$	(662) \$	(360) \$
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu					
	5 051 \$	5 092 \$	4 466 \$	5 051 \$	4 466 \$
Capitaux propres à la fin de la période	14 810 \$	14 714 \$	13 817 \$	14 810 \$	13 817 \$

¹⁾ Représente l'incidence de la modification de la date d'évaluation au titre des avantages sociaux futurs.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Bénéfice net (perte nette)	660 \$	652 \$	(51) \$	1 312 \$	96 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Écart de conversion					
(Pertes nettes) gains nets sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	(257)	(57)	109	(314)	135
Gains nets (pertes nettes) sur opérations de couverture de risque de change	77	17	(128)	94	(125)
	(180)	(40)	(19)	(220)	10
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
(Pertes latentes) gains latents sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(158)	112	168	(46)	255
Reclassement de gains nets en résultat net	(6)	(36)	(119)	(42)	(181)
	(164)	76	49	(88)	74
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Gains nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	8	(10)	(1)	(2)	(5)
Pertes nettes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	14	4	1	18	3
	22	(6)	-	16	(2)
Total des autres éléments du résultat étendu	(322)	30	30	(292)	82
Résultat étendu	338 \$	682 \$	(21) \$	1 020 \$	178 \$

ÉCONOMIE (CHARGE) D'IMPÔTS ATTRIBUÉE À CHACUNE DES COMPOSANTES DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Écart de conversion					
Variations des investissements dans des établissements étrangers autonomes	3 \$	2 \$	10 \$	5 \$	3 \$
Variations des opérations de couverture de risque de change	(18)	(4)	117	(22)	102
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	64	(45)	(102)	19	(158)
Reclassement de gains nets en résultat net	2	18	55	20	85
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(4)	4	1	-	4
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	(2)	-	(1)	(2)	(2)
	45 \$	(25) \$	80 \$	20 \$	34 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net (perte nette)	660 \$	652 \$	(51) \$	1 312 \$	96 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net (la perte nette) des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	316	359	394	675	678
Amortissement ¹	94	94	100	188	203
Charge (revenu) au titre des options sur actions	3	3	-	6	(3)
Impôts futurs	207	228	(98)	435	(228)
Gains sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(65)	(93)	(60)	(158)	(208)
Pertes à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	2	-	3	2	2
Autres éléments hors caisse, montant net	(21)	(216)	(131)	(237)	(139)
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	20	64	95	84	229
Intérêts courus à payer	5	(83)	(40)	(78)	(132)
Montants à recevoir sur contrats de dérivés	1 670	1 086	136	2 756	(5 060)
Montants à payer sur contrats de dérivés	(1 351)	(1 392)	(1 062)	(2 743)	4 283
Variation nette des valeurs du compte de négociation	984	(3 713)	2 880	(2 729)	23 911
Variation nette des valeurs désignées à la juste valeur	1 192	2 375	(7 554)	3 567	(7 491)
Variation nette des autres actifs et passifs désignés à la juste valeur	(787)	(167)	3 263	(954)	7 346
Impôts exigibles	(121)	(108)	1 499	(229)	1 586
Divers, montant net	1 536	213	(3 029)	1 749	(3 265)
	4 344	(698)	(3 655)	3 646	21 808
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	3 545	1 422	(7 151)	4 967	(16 455)
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	2 364	1 232	818	3 596	(236)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	(5 696)	4 652	(3 452)	(1 044)	(3 334)
Émission de titres secondaires	1 100	-	-	1 100	-
Remboursement/rachat de titres secondaires	(90)	(5)	(77)	(95)	(77)
Émission d'actions privilégiées	-	-	525	-	525
Émission d'actions ordinaires, montant net	137	131	16	268	28
Produit net tiré des actions autodétenues vendues	-	-	1	-	-
Dividendes	(379)	(377)	(370)	(756)	(738)
Divers, montant net	(588)	(2 036)	617	(2 624)	704
	393	5 019	(9 073)	5 412	(19 583)
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	-	(1 178)	2 076	(1 178)	1 168
Prêts, déduction faite des remboursements	(7 494)	(8 642)	4 661	(16 136)	2 874
Produit des titrisations	3 117	2 467	6 525	5 584	14 135
Achat de valeurs disponibles à la vente	(10 144)	(17 469)	(22 849)	(27 613)	(51 574)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente	10 605	11 916	8 215	22 521	13 376
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente	6 137	8 500	14 376	14 637	15 531
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	(6 969)	254	579	(6 715)	2 922
Sorties nettes liées à des acquisitions	(297)	-	-	(297)	-
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(11)	(57)	(108)	(68)	(143)
	(5 056)	(4 209)	13 475	(9 265)	(1 711)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(35)	(7)	(12)	(42)	(4)
(Diminution) augmentation nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(354)	105	735	(249)	510
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 917	1 812	1 333	1 812	1 558
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période²	1 563 \$	1 917 \$	2 068 \$	1 563 \$	2 068 \$
Intérêts versés au comptant	614 \$	740 \$	988 \$	1 354 \$	2 542 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au comptant	175 \$	167 \$	(1 227) \$	342 \$	(1 252) \$

¹) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des actifs incorporels.

²) Comprend des soldes de liquidités soumises à restrictions de 252 M\$ (272 M\$ au 31 janvier 2010 et 265 M\$ au 30 avril 2009).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la CIBC) ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC de l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, figurant aux pages 96 à 167 de la Reddition de comptes annuelle 2009.

1. Juste valeur des instruments financiers

L'approche que nous utilisons pour évaluer les instruments financiers à la juste valeur figure à la note 2 des états financiers consolidés de 2009.

Sensibilité des actifs financiers et des passifs financiers du niveau 3

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données inobservables sur le marché servent à certains instruments financiers, y compris nos activités de crédit structuré en voie de liquidation.

Ces positions utilisent surtout des données comme les cours indicatifs de courtiers et des modèles internes fondés sur des données du marché estimatives, que nous considérons comme étant des données inobservables. Nous avons des valeurs disponibles à la vente et des contrats de swap découlant de la vente de créances titrisées qui sont sensibles respectivement aux taux de remboursement anticipé et aux taux de liquidités, ce que nous considérons dans les deux cas comme des données inobservables sur le marché. En outre, certains titres adossés à des créances mobilières sont sensibles aux écarts de taux, que nous considérons comme étant des données inobservables sur le marché.

Le fait de substituer une ou plusieurs des hypothèses que nous utilisons dans l'évaluation à la juste valeur de ces instruments par des hypothèses raisonnablement possibles aurait une incidence sur le bénéfice net, tel qu'il est décrit plus bas.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur de marché, généralement en fonction de cours indicatifs des courtiers ou de modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment.

Une variation défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte d'environ 45 M\$ dans notre portefeuille de titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts et 97 M\$ dans notre portefeuille de titres non liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, exclusion faite des positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation classées dans les prêts, lesquels sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice et avant l'incidence de l'opération conclue avec Cerberus Capital Management LP (Cerberus). La juste valeur de la protection de Cerberus contre les positions sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation devrait raisonnablement atténuer toute modification de la juste valeur de ces positions.

Nos positions couvertes font intervenir deux catégories de sensibilité, la première ayant trait à notre portefeuille de prêts couverts et la seconde, à nos expositions à la juste valeur couvertes. Compte tenu que les prêts couverts au bilan sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice et que les dérivés de crédit connexes sont évalués à la juste valeur, une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit) des dérivés de crédit structuré couverts pourraient entraîner un gain net d'environ 40 M\$. Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos expositions à la juste valeur au bilan et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit) de tous les dérivés de crédit structuré couverts pourraient donner lieu à une perte nette d'environ 25 M\$. La protection de Cerberus n'a pas d'incidence puisqu'aucune des positions sur des TAC flux groupés sous-jacents n'est couverte par des garants financiers.

Une hausse de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit) des dérivés de crédit non appariés, pour lesquels nous avons souscrit une protection sans avoir d'exposition liée aux actifs sous-jacents, entraînerait un gain net d'environ 33 M\$.

Une réduction de 10 % des débiteurs des garants financiers, déduction faite du rajustement de l'évaluation du crédit, entraînerait une perte nette d'environ 117 M\$.

Une augmentation de 10 % des taux de remboursement anticipé ayant trait à nos droits conservés associés aux coupons d'intérêt découlant de la vente des créances titrisées entraînerait une perte nette d'environ 28 M\$.

Une baisse de 20 points de base des taux de liquidités utilisés pour calculer la juste valeur de nos

dérivés associés à la vente de créances titrisées entraînerait une perte d'environ 94 M\$.

Une réduction de 10 % dans l'évaluation à la valeur de marché de nos actifs adossés à des créances mobilières qui sont évalués au moyen d'écarts de taux et de liquidités inobservables entraînerait une perte nette d'environ 192 M\$.

Le tableau ci-dessous présente les niveaux au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans laquelle la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé sont classés :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	Cours du marché	Technique d'évaluation – données observables sur le marché	Technique d'évaluation – données inobservables sur le marché
En millions de dollars, au 30 avril 2010			
Actif			
Valeurs du compte de négociation			
Valeurs émises et garanties par un gouvernement	3 649 \$	4 524 \$	-
Titres de participation de sociétés	6 482	557	-
Titres d'emprunt d'entreprises	-	1 191	20
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	60	1 356
	10 131 \$	6 332 \$	1 376 \$
Valeurs disponibles à la vente			
Valeurs émises et garanties par un gouvernement	7 804 \$	11 471 \$	-
Titres d'emprunt d'entreprises	-	4 758	26
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	2 506	3 020
Titres de participation de sociétés ouvertes	102	34	-
	7 906 \$	18 769 \$	3 046 \$
Valeurs et prêts désignés à la juste valeur	1 166	17 582	60
Instruments dérivés	303	19 363	2 164
Total de l'actif	19 506 \$	62 046 \$	6 646 \$
31 janvier 2010	19 856 \$	72 493 \$	6 681 \$
31 octobre 2009	42 057 \$	54 298 \$	5 320 \$
Passif			
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert			
Dépôts désignés à la juste valeur	5 453 \$	4 037 \$	-
Instruments dérivés	-	2 758	887
	391	19 640	4 029
Total du passif	5 844 \$	26 435 \$	4 916 \$
31 janvier 2010	3 865 \$	27 747 \$	5 521 \$
31 octobre 2009	5 444 \$	26 299 \$	5 820 \$

Au cours du deuxième trimestre, nous avons transféré du niveau 2 au niveau 3 des titres adossés à des créances mobilières disponibles à la vente pour un montant de 266 M\$, en raison du manque de données observables, et nous avons transféré du niveau 3 au niveau 2 des titres de gouvernement du compte de négociation pour un montant de 138 M\$, en fonction de données observables de marché.

Au cours du premier trimestre, nous avons reclassé certaines valeurs émises et garanties par un gouvernement du niveau 1 au niveau 2 pour tenir compte des techniques d'évaluation basées sur les données observables de marché

que nous utilisons. Par suite du reclassement, la juste valeur de ces valeurs au 31 janvier 2010, incluse au niveau 2 et qui aurait été incluse au niveau 1 au 31 octobre 2009 dans le tableau ci-dessus, était de 4 710 M\$ pour les valeurs du compte de négociation, 12 607 M\$ pour les valeurs disponibles à la vente, 757 M\$ pour les valeurs désignées à la juste valeur et 2 416 M\$ pour les engagements liés à des valeurs vendues à découvert.

Certains titres d'emprunt de sociétés ont également été reclassés du niveau 1 au niveau 2 au cours du premier

trimestre puisque les cours d'un marché actif n'étaient pas disponibles. Par suite du reclassement, la juste valeur de ces valeurs au 31 janvier 2010, incluse au niveau 2 et qui auparavant était incluse au niveau 1 dans le tableau ci-dessus, était de 107 M\$ pour les valeurs du compte de négociation et 3 440 M\$ pour les valeurs disponibles à la vente.

En outre, certains titres adossés à des créances mobilières disponibles à la vente de 1 269 M\$, qui auparavant auraient été inclus au niveau 2, ont été reclassés au niveau 3 au cours du premier trimestre, en raison du manque de données observables de marché.

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2010, le gain net constaté dans l'état des résultats consolidé lié aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des données inobservables sur le marché, s'est élevé

respectivement à 378 M\$ et 384 M\$ (pertes nettes respectivement de 338 M\$ et 1 148 M\$ pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2009).

Le tableau ci-après présente les variations de la juste valeur des actifs, des passifs et des montants nets des actifs dérivés et des passifs dérivés de niveau 3. Ces instruments sont évalués à la juste valeur d'après des données inobservables sur le marché. Nous couvrons souvent des positions par des positions compensatoires qui peuvent être classées à un niveau différent. Par conséquent, les gains et pertes pour les actifs et passifs au niveau 3 présentés dans le tableau ci-dessous ne reflètent pas l'incidence des gains et pertes compensatoires sur les instruments de couverture connexes qui ont été classés au niveau 1 ou au niveau 2.

En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le

	Gains réalisés/latents (pertes réalisées/latents), montant net inclus dans							
	Solde	Bénéfice net/ (perte nette) ¹	Autres éléments du résultat étendu	Transferts au niveau 3 ²	Transferts du niveau 3 ou au niveau 3	Achats et ventes, montant net	Solde de	Gains latents/ (pertes latentes) ³
30 avril 2010	d'ouverture						clôture	
Actifs financiers								
Valeurs du compte de négociation	1 471 \$	(8) \$	- \$	- \$	(138) \$	51 \$	1 376 \$	24 \$
Valeurs disponibles à la vente	2 691	126	(22)	266	(12)	(3)	3 046	113
Valeurs et prêts désignés à la juste valeur	159	(6)	-	-	-	(93)	60	1
Total de l'actif	4 321 \$	112 \$	(22) \$	266 \$	(150) \$	(45) \$	4 482 \$	138 \$
31 janvier 2010	2 867 \$	262 \$	20 \$	1 269 \$	- \$	(97) \$	4 321 \$	230 \$
Passifs financiers								
Dépôts désignés à la juste valeur	885 \$	(14) \$	- \$	- \$	- \$	(12) \$	887 \$	(45) \$
Instruments dérivés, montant net	2 276	280	-	62	(4)	(189)	1 865	375
Total du passif	3 161 \$	266 \$	- \$	62 \$	(4) \$	(201) \$	2 752 \$	330 \$
31 janvier 2010	3 367 \$	(256) \$	- \$	- \$	- \$	(462) \$	3 161 \$	(9) \$

1) Comprend les gains et les pertes de change.

2) Comprend les valeurs disponibles à la vente qui ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 au cours des trimestres respectifs, comme il est mentionné précédemment.

3) Variations des gains latents (pertes latentes) compris(es) dans les bénéfices concernant les instruments détenus à la fin des trimestres précités.

Option de la juste valeur

Les actifs et les passifs désignés à la juste valeur comprennent les instruments qui i) auraient entraîné des écarts d'évaluation importants au sein des dérivés de couverture et des valeurs vendues à découvert comptabilisées à la juste valeur, ou ii) sont gérés selon leur juste valeur suivant une stratégie de négociation étayée, et communiqués au personnel clé de la direction.

La juste valeur des actifs et des passifs désignés à la juste valeur (à l'exclusion des couvertures) étaient respectivement de 18 808 M\$ et 3 645 M\$ au 30 avril 2010 (respectivement 22 532 M\$ et 4 485 M\$ au 31 octobre 2009).

L'incidence des instruments désignés à la juste valeur et des couvertures connexes sur l'état des résultats consolidé et l'incidence de la variation des écarts de taux sur les actifs et les passifs désignés à la juste valeur sont présentées dans le tableau qui suit :

	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
En millions de dollars					
Incidence des instruments désignés à la juste valeur et des couvertures connexes					
Revenu net d'intérêts	68 \$	68 \$	67 \$	136 \$	119 \$
(Perte) revenu autre que d'intérêts	(88)	(205)	53	(293)	97
(Perte nette) bénéfice net	(20)	(137)	120	(157)	216
Gain (perte) découlant de la variation des écarts de taux					
Prêts désignés à la juste valeur	8	10	(20)	18	(68)
Prêts désignés à la juste valeur, déduction faite des couvertures connexes	8	-	-	8	(16)
Passifs désignés à la juste valeur	(1)	-	(12)	(1)	(14)

2. Acquisitions importantes

Crédit aux entreprises CIT Canada inc.

Le 30 avril 2010, nous avons obtenu le contrôle exclusif de Crédit aux entreprises CIT Canada inc. en faisant l'acquisition de la participation en actions ordinaires de CIT Financial Ltd. (CIT) de 50 % dans Crédit aux entreprises CIT Canada inc. et de la quote-part de CIT des avances consenties par les actionnaires à Crédit aux entreprises CIT Canada inc. en vertu d'un accord cadre de financement. La contrepartie en espèces était de 306 M\$. Une contrepartie en espèces additionnelle d'au plus 8 M\$ pourrait être versée à CIT le cas échéant.

L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et, par conséquent, nous avons consolidé les résultats de Crédit aux entreprises CIT Canada inc. à compter du 30 avril 2010. Avant cette date, nous comptabilisions notre participation de 50 % selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Les résultats de Crédit aux entreprises CIT Canada inc. continuent d'être présentés avec ceux du secteur d'activité

stratégique Marchés de détail CIBC. À la suite de l'acquisition, le nom de Crédit aux entreprises CIT Canada inc. a été modifié pour CIBC Asset-Based Lending Inc.

The Bank of N.T. Butterfield & Son Limited

Le 2 mars 2010, nous avons investi 155 M\$ (150 M\$ US) dans une participation en actions ordinaires directe de 22,5 % dans The Bank of N.T. Butterfield & Son Limited (Butterfield). Aux termes d'une émission de droits, qui a pris fin le 11 mai 2010, notre participation directe est passée à 130 M\$ (125 M\$ US), ou 18,8 %. Le 2 mars 2010, nous avons également acquis une participation indirecte de 23 M\$ (22 M\$ US), ou 3,3 %, par l'intermédiaire d'un fonds de souscriptions privées. Cette participation est passée à 19 M\$ (18 M\$ US), ou 2,7 %, par suite d'une émission de droits. Notre participation totale dans Butterfield pourrait diminuer dans l'avenir sous certaines conditions.

Notre placement en actions direct est comptabilisé à la valeur de consolidation.

En outre, nous avons consenti une lettre d'engagement à Butterfield relativement à une facilité de crédit garantie de premier rang d'un maximum de 508 M\$ (500 M\$ US).

3. Valeurs mobilières

Reclassement des instruments financiers

En vertu des changements apportés en octobre 2008 aux chapitres 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », et 3862, « Instruments financiers – informations à fournir » du *Manuel de l'ICCA*, il est permis, dans de rares circonstances, que certains actifs financiers détenus à des fins de négociation soient reclassés comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. En juillet 2009, des modifications apportées au chapitre 3855 ont entraîné le reclassement des valeurs détenues jusqu'à l'échéance dans les prêts en date du 1^{er} novembre 2008. Nous n'avons pas reclassé de titres au cours du trimestre considéré.

Les tableaux suivants présentent les valeurs comptables, les justes valeurs ainsi que les bénéfices et les pertes propres aux actifs reclassés jusqu'à ce jour.

En millions de dollars, au	30 avril 2010		Reclassé en 2009		31 octobre 2009	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance (actuellement dans les prêts)	5 490 \$	5 654 \$	- \$	- \$	5 843 \$	6 202 \$
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs disponibles à la vente	453	453	84	84	786	786
Total des actifs financiers reclassés	5 943 \$	6 107 \$	84 \$	84 \$	6 629 \$	6 988 \$

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Bénéfice (perte) constaté(e) sur valeurs mobilières reclassées					
Bénéfice brut constaté dans l'état des résultats	41 \$	41 \$	71 \$	82 \$	195 \$
Réductions de valeur	-	-	(55)	-	(55)
Frais d'intérêts liés au financement	(17)	(25)	(36)	(42)	(80)
Bénéfice net (perte nette) constaté(e), avant impôts sur les bénéfices	24 \$	16 \$	(20) \$	40 \$	60 \$
<u>Incidence si le reclassement n'avait pas eu lieu</u>					
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance (actuellement dans les prêts)	(70) \$	(125) \$	77 \$	(195) \$	399 \$
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés auparavant comme valeurs disponibles à la vente	3	(1)	(37)	2	(11)
(Augmentation) diminution des bénéfices, avant impôts sur les bénéfices	(67) \$	(126) \$	40 \$	(193) \$	388 \$

4. Prêts

Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le					Pour les six mois terminés le	
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	Provision totale
Solde au début de la période	730 \$	1 309 \$	2 039 \$	2 043 \$	1 627 \$	2 043 \$	1 523 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	332	(16)	316	359	394	675	678
Radiations	(301)	-	(301)	(388)	(269)	(689)	(497)
Recouvrements	32	-	32	32	22	64	66
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique ¹	1	(1)	-	-	-	-	-
Divers	(16)	-	(16)	(7)	(6)	(23)	(2)
Solde à la fin de la période	778 \$	1 292 \$	2 070 \$	2 039 \$	1 768 \$	2 070 \$	1 768 \$
Se compose de ce qui suit :							
Prêts	778 \$	1 224 \$	2 002 \$	1 964 \$	1 693 \$	2 002 \$	1 693 \$
Facilités de crédit inutilisées	- \$	68 \$	68 \$	75 \$	75 \$	68 \$	75 \$

1) Se rapporte au portefeuille des prêts étudiants.

Prêts douteux

En millions de dollars, au	30 avril 2010			31 octobre 2009		
	Montant brut	Provision spécifique	Total net	Montant brut	Provision spécifique	Total net
Prêts hypothécaires à l'habitation	446 \$	39 \$	407 \$	402 \$	35 \$	367 \$
Particuliers	334	250	84	325	258	67
Entreprises et gouvernements	1 188	489	699	1 184	442	742
Total des prêts douteux¹	1 968 \$	778 \$	1 190 \$	1 911 \$	735 \$	1 176 \$

1) Le solde moyen des prêts douteux bruts totalisait 1 847 M\$ (1 345 M\$ en 2009).

5. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations

Prêts hypothécaires à l'habitation

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation assurés à taux fixe et à taux variable par la création de titres adossés à des créances hypothécaires (TACH) en vertu du programme d'Obligations hypothécaires du Canada, parrainé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), et du processus d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*. En vertu de ces deux programmes, les TACH sont vendus à une fiducie qui émet des titres aux investisseurs. Nous agissons à titre de contrepartie à des contrats de swaps de taux d'intérêt aux termes desquels nous versons à la fiducie les intérêts à payer aux investisseurs et recevons les intérêts sur les TACH. Au 30 avril 2010, nous avons 969 M\$ (1 024 M\$ au 31 octobre 2009) en coupons d'intérêt se rapportant aux actifs titrisés et 32 M\$ (38 M\$ au 31 octobre 2009) en coupons d'intérêt se rapportant aux autres programmes de TACH de la SCHL. Il ne devrait pas y avoir de pertes sur créances parce que les prêts hypothécaires sont garantis.

Nous titrisons également les prêts hypothécaires de premier ordre garantis canadiens et prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt-A non garantis canadiens à une structure d'accueil admissible. Au 30 avril 2010, nous avons 92 M\$ (91 M\$ au 31 octobre 2009) en coupons d'intérêt se rapportant aux actifs titrisés; nous détenons aussi des billets émis par la structure d'accueil admissible de 63 M\$ (408 M\$ au 31 octobre 2009), dont des billets à long terme R1 élevé d'un montant de 23 M\$ (372 M\$ au 31 octobre 2009) et des billets à moyen terme R1 moyen d'un montant de 40 M\$ (36 M\$ au 31 octobre 2009). Une facilité de liquidité de 932 M\$ (869 M\$ déduction faite de nos placements dans la structure d'accueil admissible) (851 M\$ au 31 octobre 2009 (443 M\$ déduction faite de nos placements dans la structure d'accueil admissible)) a été accordée à la structure d'accueil admissible, laquelle n'avait pas été utilisée au 30 avril 2010. De plus, nous détenons 28 M\$ (25 M\$ au 31 octobre 2009) en dépôts auprès de la structure d'accueil admissible à titre de protection de premier recours. Nous sommes aussi la contrepartie à des contrats de swaps de taux d'intérêt pour lesquels nous versons à la structure d'accueil admissible les intérêts à payer aux investisseurs et recevons un taux d'intérêt dérivé du coupon des prêts hypothécaires sous-jacents. Le total des actifs de la structure d'accueil admissible au 30 avril 2010 s'établissait à 932 M\$ (851 M\$ au 31 octobre 2009),

dont 388 M\$ (414 M\$ au 31 octobre 2009) représentent les prêts hypothécaires de premier ordre et 535 M\$ (431 M\$ au 31 octobre 2009) constituent les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt-A. Nous détenons des créances d'un montant additionnel de 77 M\$ (116 M\$ au 31 octobre 2009) qui pourraient être titrisées. Les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt-A ont un taux moyen de perte de 31 points de base au cours des cinq dernières années et un ratio prêt-garantie moyen de 74 %.

À la vente de ces actifs, un gain net ou une perte nette est constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous demeurons responsables de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus.

Prêts hypothécaires commerciaux

Nous titrisons des prêts hypothécaires commerciaux au moyen d'une opération sans transformation par l'entremise d'une structure d'accueil admissible donnant lieu à des certificats de propriété détenus par divers investisseurs. Au 30 avril 2010, nous détenons 10 M\$ (26 M\$ au 31 octobre 2009) en certificats de propriété. Nous continuons d'assurer la gestion des prêts hypothécaires. Aucune titrisation de prêts hypothécaires commerciaux n'a été effectuée au cours du trimestre.

Cartes de crédit

Nous titrisons les créances sur cartes de crédit dans Cards II Trust, structure d'accueil admissible établie pour l'acquisition de participations en copropriété dans des créances. Nous conservons les relations avec la clientèle et les obligations d'administration des créances titrisées de cartes de crédit et nous constatons un revenu lorsque les services d'administration sont rendus.

Aucune titrisation de créances sur cartes de crédit n'a été effectuée au cours du trimestre.

Au 30 avril 2010, nos placements dans la structure d'accueil admissible comprenaient des coupons d'intérêt de 9 M\$ (11 M\$ au 31 octobre 2009), des billets subordonnés et des billets de soutien de 220 M\$ (268 M\$ au 31 octobre 2009) et des billets de premier rang de 97 M\$ (96 M\$ au 31 octobre 2009).

Le tableau suivant résume nos activités de titrisation et de vente liées aux prêts hypothécaires à l'habitation :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Titrisés ¹	2 353 \$	1 351 \$	14 405 \$	3 704 \$	22 269 \$
Vendus ^{1,2}	3 120	2 444	6 567	5 564	14 168
Produit net au comptant	3 117	2 467	6 525	5 584	14 135
Droits conservés	126	118	350	244	736
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	57	58	47	115	41
Hypothèses sur les droits conservés (en %)					
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	3,5	3,3	3,6	3,4	3,5
Taux de remboursement anticipé/taux de remboursement	15,0-18,0	15,0-18,0	12,0-20,0	15,0-18,0	12,0-24,0
Taux d'actualisation	1,6-9,3	2,0-8,5	1,7-8,8	1,6-9,3	1,4-8,8
Pertes sur créances prévues	0,0-0,4	0,0-0,4	0,0-0,2	0,0-0,4	0,0-0,2

- 1) Comprend 68 M\$ (155 M\$ au 31 janvier 2010 et 95 M\$ au 30 avril 2009) en prêts hypothécaires titrisés à taux fixe non garantis dans une structure d'accueil admissible.
- 2) Les créances titrisées non vendues sont constatées à titre de valeurs désignées à la juste valeur dans le bilan consolidé et sont comptabilisées à la juste valeur.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

EDDV consolidées

Comme il a été mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2009, nous sommes considérés comme le principal bénéficiaire de certaines EDDV. Nous avons consolidé des actifs et des passifs totalisant 989 M\$ au 30 avril 2010 (1 125 M\$ au 31 octobre 2009).

Le tableau ci-dessous donne plus de précisions sur les actifs qui soutiennent les obligations des EDDV consolidées.

En millions de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Valeurs du compte de négociation	723 \$	669 \$
Valeurs disponibles à la vente	91	91
Prêts hypothécaires à l'habitation	77	115
Autres actifs	98	250
	989 \$	1 125 \$

EDDV non consolidées

Comme il a aussi été mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2009, nous détenons des droits dans des EDDV participant à la titrisation de créances de tiers pour lesquelles nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire et, par conséquent, nous ne les consolidons pas. Ces EDDV comprennent plusieurs fonds multicédants soutenus par la CIBC et des titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés) pour lesquels nous avons agi à titre d'agents de structuration et de placement.

Nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire de CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC. Pour plus de précisions, se reporter à la note 18 afférente aux états financiers consolidés de 2009.

Nous détenons aussi des droits dans les valeurs émises par les entités créées par la SCHL, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Federal

Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank et la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae).

Fonds multicédants soutenus par la CIBC

Nous soutenons plusieurs fonds multicédants non consolidés au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du papier commercial aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Les actifs de ces fonds multicédants non consolidés totalisaient 3,1 G\$ au 30 avril 2010 (4,1 G\$ au 31 octobre 2009). De temps à autre, nous continuons de soutenir nos fonds multicédants au moyen de l'achat de papier commercial émis par ces fonds multicédants.

Entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC

Nous avons réduit nos activités de structuration d'entités émettrices de TAC flux groupés dans notre portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation. Nos positions à l'égard des entités émettrices de TAC flux groupés découlent principalement de notre participation antérieure à titre d'agents de structuration et de placement pour des entités émettrices de TAC flux groupés.

Entités émettrices structurées par des tiers – activités en voie de liquidation

Tout comme pour nos activités liées aux TAC flux groupés, nous avons aussi réduit nos activités liées aux entités émettrices structurées par des tiers dans notre portefeuille de crédit structuré en voie de liquidation. Ces positions étaient initialement négociées au moment de l'intermédiation, de la corrélation et de la négociation, activités qui nous ont permis de dégager une marge sur les positions appariées.

Entités émettrices structurées par des tiers – activités courantes

Nous avons des placements dans des entités émettrices structurées par des tiers grâce à nos activités de trésorerie et de négociation.

Les montants au bilan et notre risque maximal de perte lié à des EDDV qui ne sont pas consolidées figurent dans le tableau qui suit. L'exposition maximale comprend la valeur comptable des placements, les montants nominaux de référence pour les facilités de liquidité et de crédit, et les montants nominaux de référence, déduction faite du cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus sur les actifs de référence d'EDDV moins les positions couvertes, compte non tenu de l'incidence du rajustement de l'évaluation du crédit.

En millions de dollars, au 30 avril 2010	Entités émettrices de TAC flux groupés		Entités structurées par des tiers		Total
	Fonds multicédants soutenus par la CIBC	structurées par la CIBC	Activités en voie de liquidation	Activités courantes	
Actif au bilan¹					
Valeurs du compte de négociation	10 \$	- \$	576 \$	16 \$	602 \$
Valeurs disponibles à la vente	-	5	14	1 798	1 817
Désignées à la juste valeur	-	52	-	219	271
Prêts	72	437	7 332	-	7 841
Dérivés ²	-	-	-	59	59
Total	82 \$	494 \$	7 922 \$	2 092 \$	10 590 \$
31 octobre 2009	556 \$	737 \$	6 676 \$	1 695 \$	9 664 \$
Passif au bilan					
Dérivés ²	- \$	150 \$	2 941 \$	29 \$	3 120 \$
Total	- \$	150 \$	2 941 \$	29 \$	3 120 \$
31 octobre 2009	- \$	243 \$	3 890 \$	- \$	4 133 \$
Risque maximal de perte					
Risque maximal de perte déduction faite des couvertures					17 296 \$
Moins : montant nominal de référence des protections souscrites au titre des contrats de dérivés de crédit vendus, déduction faite de la valeur comptable					(4 499)
Moins : valeur comptable des couvertures liées aux valeurs et aux prêts					(7 309)
Risque maximal de perte déduction faite des couvertures					5 488 \$
31 octobre 2009					3 041 \$

- 1) Compte non tenu des valeurs émises par les entités créées par la SCHL, Fannie Mae, Freddie Mac, Ginnie Mae, la Federal Home Loan Bank, la Federal Farm Credit Bank et Sallie Mae, ainsi que les droits conservés et les dérivés détenus auprès de ces entités.
- 2) Comprennent les dérivés de crédit (options vendues et swaps sur rendement total) en vertu desquels nous assumons le risque et excluent tous les autres dérivés.

6. Titres secondaires

Le 30 avril 2010, nous avons émis des débentures (titres secondaires) à 4,11 % pour un capital de 1 100 M\$, venant à échéance le 30 avril 2020. Les débentures peuvent être comptabilisées dans les fonds propres réglementaires de deuxième catégorie.

7. Capital-actions

Actions ordinaires

Au cours du trimestre, nous avons émis 0,4 million (1,1 million au 31 janvier 2010) de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 21 M\$ (43 M\$ au 31 janvier 2010) en vertu de régimes d'options sur actions. Nous avons émis 1,4 million (1,4 million au 31 janvier 2010) de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 101 M\$ (88 M\$ au 31 janvier 2010), en vertu du régime d'investissement à l'intention des actionnaires. Nous avons également émis 0,2 million (aucune au 31 janvier 2010) de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 15 M\$ (néant au 31 janvier 2010), en vertu du régime d'achat d'actions par les employés.

Ratios et fonds propres réglementaires

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant.

En millions de dollars, au	30 avril 2010	31 octobre 2009
Fonds propres de première catégorie	14 810 \$	14 154 \$
Total des fonds propres réglementaires	20 380	18 827
Actif pondéré en fonction du risque	108 324	117 298
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,7 %	12,1 %
Ratio du total des fonds propres	18,8 %	16,1 %
Ratio actif/fonds propres	15,3x	16,3x

8. Garants financiers

Nous avons souscrit des contrats de dérivés auprès de garants financiers afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence, y compris les titres adossés à des créances avec flux groupés et d'autres titres liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2010, nous avons constaté un recouvrement net respectivement de 330 M\$ et 718 M\$ (charge nette respectivement de 657 M\$ et 1,3 G\$ au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2010) à l'égard des contrats de couverture des garants financiers dans le revenu tiré des activités de négociation. En outre, au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2010, nous avons comptabilisé une perte nette respectivement de 106 M\$ et 161 M\$ (néant au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2009) après avoir résilié des contrats avec des garants financiers.

Les rajustements de valeur de ces contrats ont atteint 724 M\$ au 30 avril 2010 (2,2 G\$ au 31 octobre 2009). La juste valeur des contrats de dérivés conclus auprès de garants financiers s'est établie à 1,2 G\$ au 30 avril 2010 (1,5 G\$ au 31 octobre 2009), déduction faite des rajustements de valeur.

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons régulièrement le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. La conjoncture et les conditions du marché qui sont liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait donner lieu à des pertes futures importantes.

9. Impôts sur les bénéfices

Actif d'impôts futurs

Au 30 avril 2010, notre actif d'impôts futurs était de 1 199 M\$ (1 635 M\$ au 31 octobre 2009), déduction faite de la provision pour moins-value de 90 M\$ (95 M\$ au 31 octobre 2009). L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 588 M\$ au 30 avril 2010 (990 M\$ au 31 octobre 2009) qui viennent à échéance dans 19 ans, un montant de 54 M\$ au 30 avril 2010 (68 M\$ au 31 octobre 2009) lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance et

un montant de 312 M\$ au 30 avril 2010 (356 M\$ au 31 octobre 2009) lié à nos activités américaines.

Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que la totalité de l'actif d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisé.

Enron

Le 2 octobre 2009 et le 17 mars 2010, l'Agence du revenu du Canada a émis un avis de nouvelle cotisation dans lequel elle interdit la déduction des paiements d'environ 3,0 G\$ se rapportant au règlement et aux frais juridiques liés à Enron de 2005. Le 30 avril 2010, nous avons déposé un avis d'opposition devant la Cour canadienne de l'impôt. Nous pensons être en mesure de pouvoir défendre au moins le montant de l'économie d'impôts qui a été constaté jusqu'à

maintenant. Si nous réussissons à défendre notre position fiscale en entier, nous serions en mesure de constater une économie d'impôts additionnelle de 214 M\$ et un remboursement des intérêts connexes imposables d'environ 160 M\$. Si nous ne réussissons pas, une charge d'impôts additionnelle d'environ 860 M\$ et des intérêts connexes non déductibles de 126 M\$ nous incomberaient.

10. Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Régimes de retraite à prestations déterminées					
Régimes de retraite	44 \$	44 \$	20 \$	88 \$	40 \$
Régimes d'avantages complémentaires	9	10	9	19	19
	53 \$	54 \$	29 \$	107 \$	59 \$
Régimes de retraite à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	3 \$	3 \$	3 \$	6 \$	6 \$
Régimes de retraite d'État ¹	19	18	18	37	38
	22 \$	21 \$	21 \$	43 \$	44 \$

1) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et *Federal Insurance Contributions Act* des É.-U.

11. Résultat par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2010	31 janvier 2010	30 avril 2009	30 avril 2010	30 avril 2009
Résultat de base par action					
Bénéfice net (perte nette)	660 \$	652 \$	(51) \$	1 312 \$	96 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(43)	(42)	(39)	(85)	(75)
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	617 \$	610 \$	(90) \$	1 227 \$	21 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	386 865	384 442	381 410	385 634	381 156
Résultat de base par action	1,60 \$	1,59 \$	(0,24) \$	3,18 \$	0,05 \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	617 \$	610 \$	(90) \$	1 227 \$	21 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	386 865	384 442	381 410	385 634	381 156
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	1 000	1 156	369	1 079	443
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	387 865	385 598	381 779	386 713	381 599
Résultat dilué par action ³	1,59 \$	1,58 \$	(0,24) \$	3,17 \$	0,05 \$

1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 1 635 786 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 80,85 \$, du nombre moyen de 2 398 961 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 77,62 \$ et du nombre moyen de 4 845 876 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 64,67 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 30 avril 2010, le 31 janvier 2010 et le 30 avril 2009, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons déjà réglé les actions privilégiées au comptant ou que nous n'avons pas encore exercé notre droit de conversion.

3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

12. Cautionnements

En millions de dollars, au	30 avril 2010		31 octobre 2009	
	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation ²	44 276 \$	- \$	30 797 \$	- \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	4 960	19	5 123	20
Dérivés de crédit				
Options vendues	13 806	3 159	20 547	4 226
Protection vendue relativement aux swaps	3 026	165	3 657	276
Autres options vendues sur contrats de dérivés	- ³	2 119	- ³	2 849
Autres contrats d'indemnisation	- ³	-	- ³	-

1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces cautionnements s'élevait à 46,7 G\$ (33,1 G\$ au 31 octobre 2009).

2) Les prêts de valeurs avec indemnisation correspondent au plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.

3) Pour plus de précisions, consulter la description à la page 153 des états financiers consolidés de 2009.

13. Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

Au quatrième trimestre de 2008, nous avons constaté un gain de 895 M\$ (841 M\$ US) découlant de la réduction à zéro de notre engagement non capitalisé sur un billet de financement variable émis par une entité émettrice de TAC flux groupés. Cette réduction a fait suite à une série d'actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie des TAC flux groupés après le dépôt du bilan, le 15 septembre 2008, de Lehman Brothers Holdings Inc. (Lehman), garant d'un swap sur défaillance connexe conclu avec l'entité émettrice de TAC flux groupés. Malgré qu'elle ait fait savoir son désaccord avec les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie, la succession de Lehman n'a pas intenté d'actions judiciaires visant les TAC flux groupés ou notre billet de financement variable. Toutefois, la succession de Lehman a intenté des actions judiciaires visant certains autres TAC flux groupés et, au premier trimestre de 2010, dans l'affaire *Lehman Brothers Special Financing, Inc. v. BNY Corporate Trustee Services, Ltd.*, le tribunal des faillites américain à New York a statué que la provision habituelle dans une opération de TAC flux groupés était inexécutable, renversant ainsi la priorité des paiements à la faillite de Lehman, garant en vertu d'un contrat de swap connexe. Malgré cette décision, pour laquelle le défendeur a l'intention d'interjeter appel, nous sommes convaincus que, même si elles sont contestées, les actions du fiduciaire visant à réduire notre engagement capitalisé à zéro

devraient être maintenues, bien qu'il ne peut y avoir de certitude quant à l'issue éventuelle. Nous continuons de croire que les actions du fiduciaire désigné par l'acte de fiducie ont été entièrement soutenues par les dispositions des contrats en vigueur et les normes juridiques pertinentes.

14. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au groupe Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du premier trimestre, les activités mondiales de mise en pension de titres, qui faisaient auparavant partie de la Trésorerie dans le groupe Siège social et autres, ont été transférées rétroactivement aux activités sur les marchés financiers de services bancaires de gros. Auparavant, la quasi-totalité des résultats de ces activités était attribuée au secteur Autres de Marchés de détail CIBC. Aussi au cours du premier trimestre, les produits tirés de la gestion des liquidités des grandes entreprises, qui étaient avant constatés dans les services bancaires aux entreprises de Marchés de détail CIBC, ont été transférés rétroactivement dans les activités de Services financiers aux entreprises et Banque d'investissement de services bancaires de gros. Les montants des périodes précédentes ont été retraités.

La nature des méthodes de fixation des prix de cession interne et de répartition des revenus de trésorerie peut faire en sorte que certains postes soient présentés différemment dans les résultats sectoriels et dans les résultats de l'ensemble de la CIBC.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2010	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 440 \$	172 \$	(115) \$	1 497 \$
	Revenu autre que d'intérêts	894	376	154	1 424
	Revenu intersectoriel¹	-	-	-	-
	Total des revenus	2 334	548	39	2 921
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	334	27	(45)	316
	Amortissement²	28	1	65	94
	Frais autres que d'intérêts	1 302	243	39	1 584
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	670	277	(20)	927
	Charge (économie) d'impôts	178	87	(4)	261
	Participations ne donnant pas le contrôle	5	1	-	6
	Bénéfice net (perte nette)	487 \$	189 \$	(16) \$	660 \$
	Actif moyen³	261 145 \$	99 462 \$	(27 018) \$	333 589 \$
31 janvier 2010	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 507 \$	147 \$	(140) \$	1 514 \$
	Revenu autre que d'intérêts	895	466	186	1 547
	Revenu intersectoriel¹	-	-	-	-
	Total des revenus	2 402	613	46	3 061
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	365	24	(30)	359
	Amortissement²	29	1	64	94
	Frais autres que d'intérêts	1 285	317	52	1 654
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	723	271	(40)	954
	Charge d'impôts	189	76	21	286
	Participations ne donnant pas le contrôle	5	11	-	16
	Bénéfice net (perte nette)	529 \$	184 \$	(61) \$	652 \$
	Actif moyen³	266 515 \$	101 885 \$	(27 578) \$	340 822 \$
30 avril 2009⁴	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 212 \$	144 \$	(83) \$	1 273 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	1 010	(357)	235	888
	Revenu intersectoriel¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 223	(213)	151	2 161
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	325	18	51	394
	Amortissement²	31	1	68	100
	Frais autres que d'intérêts	1 258	261	20	1 539
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	609	(493)	12	128
	Charge (économie) d'impôts	170	(148)	152	174
	Participations ne donnant pas le contrôle	5	-	-	5
	Bénéfice net (perte nette)	434 \$	(345) \$	(140) \$	(51) \$
	Actif moyen³	264 060 \$	113 105 \$	(23 346) \$	353 819 \$

En millions de dollars, pour les six mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
30 avril 2010	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 947 \$	319 \$	(255) \$	3 011 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 789	842	340	2 971
	Revenu intersectoriel¹	-	-	-	-
	Total des revenus	4 736	1 161	85	5 982
	Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	699	51	(75)	675
	Amortissement²	57	2	129	188
	Frais autres que d'intérêts	2 587	560	91	3 238
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	1 393	548	(60)	1 881
	Charge d'impôts	367	163	17	547
	Participations ne donnant pas le contrôle	10	12	-	22
	Bénéfice net (perte nette)	1 016	373	(77)	1 312
	Actif moyen³	263 874	100 694	(27 303)	337 265
30 avril 2009 ⁴	Revenu net (frais nets) d'intérêts	2 470	252	(116)	2 606
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	2 126	(795)	246	1 577
	Revenu intersectoriel ¹	2	-	(2)	-
	Total des revenus	4 598	(543)	128	4 183
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	603	7	68	678
	Amortissement ²	66	3	134	203
	Frais autres que d'intérêts	2 514	540	35	3 089
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations ne donnant pas le contrôle	1 415	(1 093)	(109)	213
	Charge (économie) d'impôts	394	(371)	84	107
	Participations ne donnant pas le contrôle	10	-	-	10
	Bénéfice net (perte nette)	1 011	(722)	(193)	96
	Actif moyen ³	264 483	119 685	(22 506)	361 662

- 1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.
- 2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des actifs incorporels à durée de vie limitée.
- 3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.
- 4) Les informations de périodes antérieures ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation de la période considérée.

15. Faits nouveaux en matière de comptabilité

Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, nous adopterons la présentation selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011 et nous publierons nos premiers états financiers consolidés dressés selon les IFRS pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2012. À ce moment là, nous présenterons également l'information financière comparative de l'exercice 2011 selon les IFRS.

La transition aux IFRS représente une initiative importante pour nous et repose sur une infrastructure formelle de gouvernance tenant compte de toute l'organisation et comprenant une équipe affectée au projet.

Les exigences à l'égard de la transition aux IFRS sont présentées dans la Norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, laquelle recommande généralement que les modifications apportées aux PCGR du Canada soient appliquées rétroactivement et présentées dans notre bilan d'ouverture comparatif au 1^{er} novembre 2010.

Cependant, nous continuons d'évaluer quelques-uns des choix offerts en vertu des dispositions transitoires, dont certains entraînent une exemption quant au retraitement complet.

Les normes IFRS devraient entraîner des différences de conventions comptables pour de nombreux éléments. Selon les normes IFRS actuelles et l'évaluation que nous avons fait jusqu'à maintenant concernant nos choix transitoires, les éléments qui risquent d'avoir la plus grande incidence sur la présentation de l'information financière et des fonds propres comprennent la décomptabilisation des instruments financiers et la comptabilisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Les modifications proposées aux normes IFRS pourraient donner lieu à des différences comptables supplémentaires importantes, mais nous prévoyons que bon nombre des modifications découlant des normes proposées ne seront applicables que pour les exercices suivants notre application initiale des IFRS en 2012.

L'incidence des IFRS au moment de la transition dépendra finalement des normes IFRS et des règlements en matière de fonds propres qui seront en vigueur à ce moment, des choix comptables qui ne sont pas encore fixés ainsi que de la situation et du contexte qui prévaudront sur les plans économique et commercial.